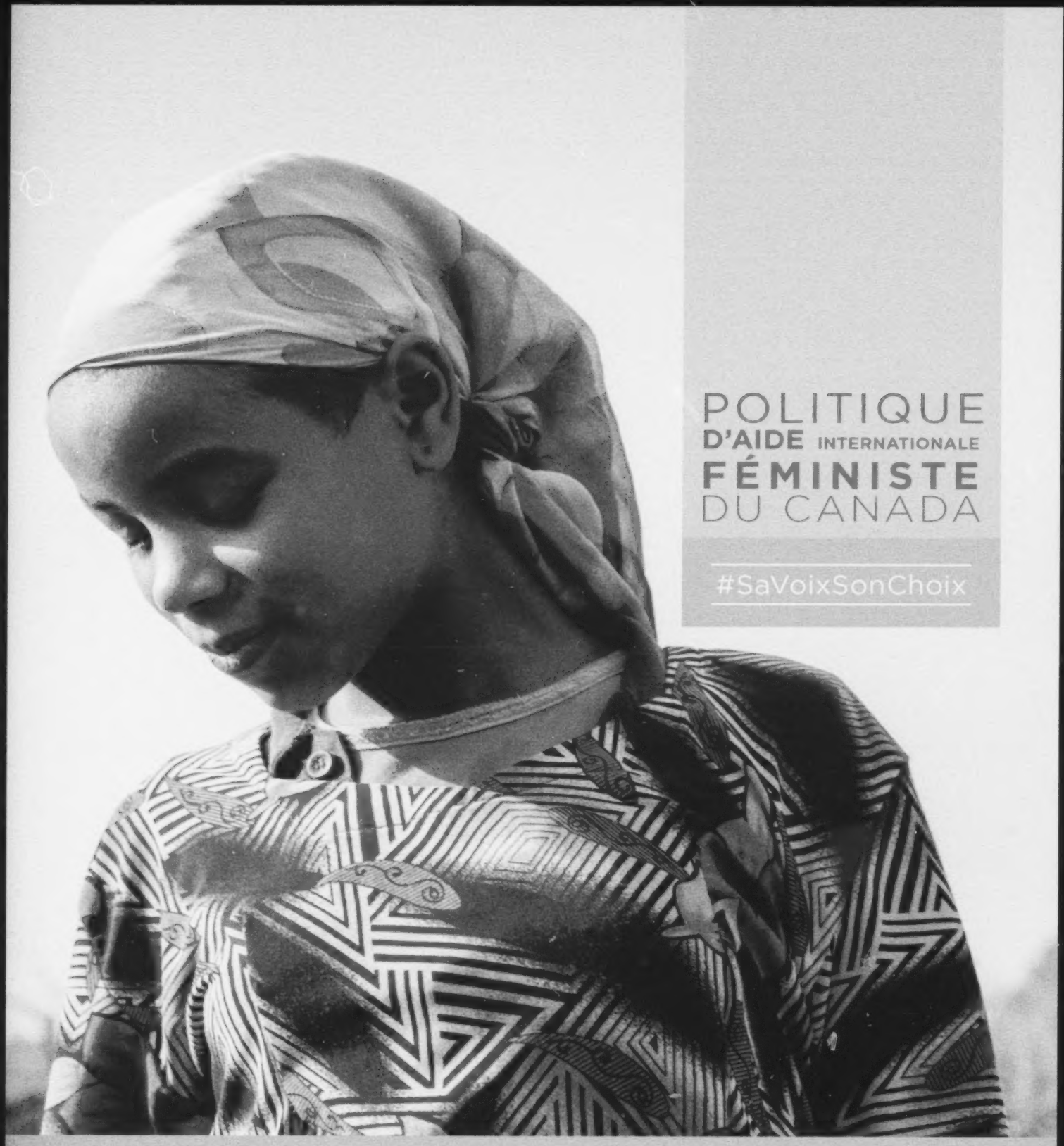


POLITIQUE D'AIDE INTERNATIONALE FÉMINISTE DU CANADA

#SaVoixSonChoix

Affaires mondiales Canada
Global Affairs Canada

Canada

Photo de la page couverture : © Mike Goldwater / Alamy Stock Photo

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Télécopieur :
613-996-9709

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté la Reine, chef du Canada, 2017

This document is also available in English under *Canada's Feminist International Assistance Policy*.

N° de catalogue : FR5-113/2018F-PDF
978-0-660-25697-9

Imprimé au Canada

MESSAGE DE LA MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La paix et la prospérité sont des droits fondamentaux pour tous les citoyens. Aujourd'hui, en tant que Canadiens, nous avons une chance inouïe d'aider les populations des pays en développement du monde entier à joindre la classe moyenne mondiale et le système multilatéral sur lequel elle repose.

Il convient de nous rappeler pourquoi nous répondons à l'appel, pourquoi nous consacrons du temps et des ressources à la politique étrangère, au commerce, à la défense et au développement : les Canadiens sont plus en sécurité et plus prospères lorsqu'une plus grande part du monde partage leurs valeurs.

Parmi ces valeurs figurent le féminisme et la promotion des droits des femmes et des filles.

Il est important, et historique, qu'un premier ministre et un gouvernement s'autoproclament fièrement comme étant féministes. Les droits des femmes sont des droits de la personne. Ils englobent les droits sexuels et reproductifs – et le droit d'avoir accès à des avortements sûrs et légaux. Ces droits sont au cœur de notre politique étrangère.

Je suis très heureuse que ma collègue, la ministre du Développement international et de la Francophonie, lance la première *Politique d'aide internationale féministe du Canada*, qui est axée sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Nous positionnons le Canada à l'avant-plan de cet effort mondial. C'est une question fondamentale non seulement en matière de justice, mais également d'économie. Nous savons que le renforcement du pouvoir des femmes, à l'étranger et ici au pays, permet d'accroître la prospérité des familles et des pays.

Il est maintenant temps de relever les grands défis du siècle actuel. Comme je l'ai mentionné dans la Déclaration sur la politique étrangère du Canada, notre travail consiste à préserver les acquis des générations précédentes et à s'en inspirer, comme nous le faisons grâce à la première *Politique d'aide internationale féministe du Canada*.

L'honorable Chrystia Freeland
Ministre des Affaires étrangères

MESSAGE DE LA MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DE LA FRANCOPHONIE

Le premier ministre m'a confié le mandat de recentrer l'aide internationale du Canada sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables ainsi que sur les États fragiles.

Après une année de consultations, auxquelles plus de 15 000 personnes ont participé dans 65 pays, je suis fière de présenter la nouvelle **Politique d'aide internationale féministe du Canada**.

L'objectif premier de cette politique est de contribuer aux efforts déployés à l'échelle internationale pour **éliminer la pauvreté** dans le monde. Pour y arriver, il faut travailler sur les inégalités. Plus particulièrement, il faut permettre aux femmes et aux filles de développer leur plein potentiel pour qu'elles soient en mesure d'assurer leur propre bien-être qui profitera également à celui de leur famille ainsi qu'à la croissance économique de leur communauté et de leur pays.

Cette politique reflète les appels lancés par les intervenants et demeure fidèle aux valeurs canadiennes. Elle définit une approche fondée sur les droits de la personne, qui prend en compte toute forme de discrimination basée sur le genre, la race, l'ethnicité, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, la langue, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'âge, les capacités et le statut de migrant ou de réfugié.

La politique a été établie sur la base de données probantes et tient compte de l'expertise et des avantages concurrentiels du Canada. La politique est aussi alignée avec les Objectifs de développement durable des Nations Unies, qui visent à éliminer la pauvreté d'ici 2030, ainsi qu'avec l'Accord de Paris sur les changements climatiques, qui vise à réduire les gaz à effet de serre et à protéger l'environnement.

Je me permets de revenir sur les consultations pour souligner les trois éléments qui ont particulièrement retenu mon attention. Il faut d'abord accorder une grande importance à la **dignité humaine** à une époque où les conflits internes se multiplient et où les principes humanitaires, les lois internationales et les droits de la personne sont de plus en plus bafoués. Si nous voulons maximiser l'impact de nos actions et contribuer à éliminer la pauvreté, il faut défendre ardemment les **droits des femmes et des filles** afin qu'elles puissent participer pleinement à la société. Et finalement, pour que nos interventions soient durables, nous devons veiller à ce qu'elles permettent de développer les **compétences locales**.

La vision du Canada en matière d'aide internationale se présente donc ainsi :

> **« Le Canada adopte une politique d'aide internationale féministe qui vise à éliminer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Le Canada croit fermement que promouvoir l'égalité des genres et renforcer le pouvoir des femmes et des filles est le moyen le plus efficace pour atteindre cet objectif. »**

Grâce à notre nouvelle politique, nous ciblerons, de façon **spécifique et transversale**, l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Par spécifique, on vise des initiatives qui portent principalement sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités par l'amélioration des conditions de vie des femmes et des filles, la défense de leurs droits, notamment leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive, et l'égalité des genres. Ces initiatives se verront désormais accorder une attention particulière. Quant à la notion de transversalité, cela signifie que toutes les initiatives, quel que soit leur champ d'action, devront être élaborées et mises en œuvre de manière à améliorer l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Cela signifie aussi que tous nos partenaires d'exécution devront consulter les femmes, les faire participer à l'analyse des besoins, à la prise de décision, à la planification des initiatives ainsi qu'à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de leurs projets.

Le Canada a adopté une approche féministe puisqu'il est profondément convaincu que les femmes et les filles ont la capacité de changer réellement les choses en termes de développement durable et de paix, même si elles sont plus vulnérables à la pauvreté, à la violence et aux changements climatiques. Nous allons donc travailler de près avec les groupes locaux de défense des droits des femmes, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive, de lutte contre les mariages d'enfants, précoces et forcés, et d'accession à l'économie formelle et à la prise de décision.

Le champ d'action principal de la nouvelle politique, qui se veut transversal, concerne :

- **L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles**

Les cinq autres champs d'action qui ont été choisis sont :

- **La dignité humaine** qui touche principalement l'action humanitaire, la santé et la nutrition, et l'éducation;
- **La croissance au service de tous** qui cible notamment l'agriculture durable, les technologies écologiques et les énergies renouvelables;
- **L'environnement et l'action pour le climat** en termes d'adaptation et de mitigation ainsi que la gestion de l'eau;
- **La gouvernance inclusive**, soit la démocratie, les droits de la personne, l'état de droit et la saine gestion de l'État;
- **La paix et la sécurité** pour favoriser les processus de paix et lutter contre la violence basée sur le genre.

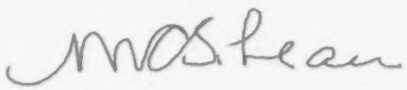
En termes de répartition géographique, le Canada ne se limitera plus à une liste stricte de pays de concentration, mais se gardera bien de saupoudrer son aide tous azimuts. Il faudra trouver le juste équilibre pour que les contributions du Canada aient le plus d'effets positifs possible. Il faut faire face aux conflits et aux changements climatiques dans les États et les contextes fragiles, tout en continuant à stimuler le développement dans les pays les plus pauvres et en appuyant les pays à revenus moyens confrontés à des défis particuliers, notamment à l'égard de leur gouvernance.

Afin que notre aide engendre le plus de retombées possible sur le terrain, nous devons faire preuve de détermination, certes, mais aussi de créativité, de flexibilité et de rigueur. Nous devons être novateurs et encourager l'innovation à travers nos mécanismes de financement et en nous associant à de nouveaux partenaires. Nous prendrons des décisions rationnelles basées sur des données probantes et nous assurerons un suivi serré, mais adapté aux différents intervenants et environnements.

Le Canada a aujourd'hui la capacité de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale, et il compte en faire bon usage pour rassembler et agir afin d'atteindre sa vision qui correspond au programme de développement durable à l'horizon 2030. Je mettrai ma voix au service des plus pauvres et des plus vulnérables, plus particulièrement des femmes et des filles, et ils pourront compter sur l'engagement et l'expertise de notre équipe au Canada et dans nos missions partout dans le monde, ainsi que sur le soutien de nos nombreux partenaires canadiens avec qui nous renforcerons nos liens.

Lors de la mise en œuvre de cette nouvelle politique, je continuerai d'engager les Canadiens et nos parties prenantes, car le lancement de la politique ne marque pas la fin d'un processus, mais une étape d'un cheminement pour atteindre les meilleurs résultats en matière d'aide internationale.

Nous ferons tout cela parce que la solidarité est une valeur chère aux Canadiens. Nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant, et l'aide internationale du Canada aura non seulement des répercussions directes sur les communautés visées, mais aussi sur les Canadiens. Avec nos partenaires et nos alliés internationaux, nous avons le devoir collectif de veiller à la santé et à la sécurité mondiales, à l'éducation, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la croissance économique pour tous, et c'est ce que nous ferons avec conviction et fierté.



L'honorable Marie-Claude Bibeau
Ministre du Développement international
et de la Francophonie

© Affaires mondiales Canada

TABLE DES MATIÈRES

Résumé vi

Bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère : Politique d'aide internationale féministe du Canada 1

Champs d'action 13

Champ d'action 1 (principal) : l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles 17

Champ d'action 2 : la dignité humaine 23

Champ d'action 3 : la croissance au service de tous 35

Champ d'action 4 : l'environnement et l'action pour le climat 43

Champ d'action 5 : la gouvernance inclusive 49

Champ d'action 6 : la paix et la sécurité 57

Aide internationale : améliorer notre efficacité 65

Conclusion 75

© Affaires mondiales Canada

RÉSUMÉ

© Affaires mondiales Canada

La pauvreté a été substantiellement réduite au cours des 30 dernières années, mais, malheureusement, tous n'en ont pas profité dans la même mesure. Des centaines de millions de personnes, surtout des femmes et des filles, vivent toujours dans la pauvreté, ont un accès restreint et inéquitable aux ressources et aux possibilités, et vivent dans des zones à grand risque de conflits violents, de catastrophes environnementales et climatiques et d'instabilité économique et politique. L'élimination des obstacles à l'égalité des genres et la création de meilleures possibilités contribuent à faire des femmes et des filles de puissantes agentes de changement, de sorte qu'elles puissent améliorer leur propre vie, celle de leur famille, de leur communauté et de leur pays. Il s'agit là d'une façon efficace de réduire la pauvreté pour tous.

Le Canada fait partie d'une communauté mondiale. C'est pourquoi nous investissons dans l'aide internationale; contribuer à éliminer la pauvreté et la vulnérabilité partout dans le monde permet d'accroître notre propre sécurité et prospérité.

La *Politique d'aide internationale féministe du Canada* reconnaît que le soutien à l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles constitue le meilleur moyen de bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. À cette fin, elle appuie les investissements ciblés, l'innovation et les efforts de défense des droits ayant les meilleures chances de combler les écarts entre les genres et d'améliorer les chances de réussite pour tous. En outre, la politique s'étend sur d'autres champs d'action qui reflètent la nature multidimensionnelle de la pauvreté, et ce, en appuyant les Objectifs de développement durable. Cette façon de faire permet d'obtenir de meilleurs résultats et profite à tous, y compris aux hommes et aux garçons.

L'aide internationale féministe du Canada aidera à protéger et à promouvoir les droits de la personne de tous les groupes vulnérables et marginalisés, ainsi qu'à accroître leur participation à un processus de prise de décision plus juste. Ceci permettra aux femmes et aux filles d'accéder de façon plus équitable aux ressources dont elles ont besoin pour assurer une équité économique et sociale durable tout en favorisant leur contrôle sur ces dernières.

S'engager à mettre de l'avant une stratégie féministe en matière d'aide internationale représente un changement important dans notre façon de travailler. Non seulement une approche féministe se concentre sur les femmes et les filles, mais c'est la façon la plus efficace de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté.

Le Canada adopte une politique d'aide internationale féministe qui vise à éliminer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Le Canada croit fermement que promouvoir l'égalité des genres et renforcer le pouvoir des femmes et des filles est le moyen le plus efficace pour atteindre cet objectif.

Les efforts déployés dans les champs d'action suivants renforceront nos priorités :

Le volet sur l'**égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles** sera au cœur de l'aide que nous apporterons et appuiera nos efforts visant à réduire la violence sexuelle et fondée sur le genre, à renforcer les organisations féminines et les mouvements sociaux qui défendent les droits des femmes, à accroître la capacité des gouvernements à fournir des services aux femmes et aux filles, et à améliorer les analyses des écarts entre les genres. Nous croyons également qu'en intégrant les résultats de cette analyse à l'ensemble des autres champs d'action, nous pouvons promouvoir l'égalité des genres à l'aide de notre travail. L'approche féministe ne se limite pas à concentrer nos efforts sur les femmes et les filles, mais constitue le moyen le plus efficace qui soit pour remédier aux causes profondes de la pauvreté qui peuvent toucher tout le monde : les inégalités et l'exclusion.

En vue de promouvoir la **dignité humaine**, nous soutiendrons l'accès à des soins de santé de qualité, à la nutrition et à l'éducation, ainsi qu'à une aide humanitaire disponible en temps opportun et adaptée aux besoins, tout en nous fondant sur des principes qui s'articulent selon les besoins particuliers et le potentiel des femmes et des filles.

Pour favoriser une **croissance qui profite à tous**, nous contribuerons à améliorer l'accès des femmes aux possibilités économiques et aux ressources. Cela aidera les femmes et les filles à atteindre l'indépendance économique dont elles ont besoin pour prendre le contrôle de leur propre vie.

En vue de **promouvoir l'environnement** et **l'action pour le climat**, nous appuierons la planification gouvernementale et les initiatives qui visent à atténuer les effets des changements climatiques et à aider la population à s'y adapter. De plus, nous encouragerons également le leadership des femmes au sein des processus décisionnels, et nous créerons des possibilités économiques pour les femmes dans le secteur de l'énergie propre.

Afin de soutenir la **gouvernance inclusive**, nous nous efforcerons de mettre fin à la discrimination fondée sur le genre en encourageant et en protégeant les droits de la personne, en favorisant l'état de droit et en bâtissant des institutions solides. Nous encouragerons également une plus grande participation politique des femmes et des filles.

De façon à renforcer **la paix et la sécurité** dans le monde, nous appuierons une participation accrue des femmes aux efforts de renforcement de la paix et de reconstruction après les conflits. Nous contribuerons également à accroître la participation des femmes dans le secteur de la sécurité, et nous appliquerons une politique de tolérance zéro à l'égard de la violence sexuelle et des agressions perpétrées par les gardiens de la paix.

Nous nous sommes également engagés à améliorer l'efficacité de l'aide internationale que fournit le Canada, à offrir un soutien plus souple et mieux intégré, à investir davantage dans l'innovation et la recherche, et à accroître la transparence de nos résultats et de nos activités. Nous ciblerons l'aide internationale du Canada de façon à améliorer sensiblement le sort des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris celles qui vivent dans les États fragiles. De plus, nous utiliserons l'aide déployée par le Canada pour mobiliser des ressources additionnelles pour le développement durable, et ce, y compris en bâtissant de nouveaux partenariats qui comprennent de multiples intervenants.

BÂTIR UN MONDE PLUS PACIFIQUE, PLUS INCLUSIF ET PLUS PROSPÈRE

Politique d'aide internationale féministe du Canada

© Affaires mondiales Canada

Au cours des trois dernières décennies, des progrès considérables ont été accomplis à l'échelle mondiale pour réduire la pauvreté[1]. Dans de nombreux pays où vivent les citoyens les plus pauvres, une croissance économique soutenue a permis d'augmenter les revenus, d'améliorer l'accès aux produits et aux services, et d'assurer un meilleur niveau de vie à de nombreux citoyens parmi les plus pauvres de la planète.

Parallèlement, des millions de gens continuent d'être confrontés à la pauvreté et aux inégalités persistantes accentuées par les conflits violents et les effets des changements climatiques. Les femmes et les filles, dont la voix et les intérêts sont trop souvent ignorés, sont particulièrement vulnérables.

La bonne nouvelle est que lorsque les femmes et les filles se voient offrir des chances égales de réussir, elles peuvent être de puissantes agentes de changement, c'est-à-dire stimuler une croissance économique plus forte, encourager la paix et une meilleure coopération et améliorer la qualité de vie de leurs familles et de leurs collectivités.

Investir dans les femmes et les filles est la bonne chose à faire. C'est aussi la meilleure façon de réduire la pauvreté et les inégalités.

Pour ces raisons, le Canada s'est engagé à adopter une nouvelle approche de l'aide internationale, une approche foncièrement féministe qui appuie le renforcement économique, politique et social des femmes et des filles et qui fait de l'égalité des genres une priorité au profit de tous.

Source : Forum économique mondial

© Affaires mondiales Canada

Les femmes et les filles peuvent changer le monde

En tant que puissantes agentes de changement, les femmes et les filles ont la capacité de transformer leurs ménages, leurs sociétés et leurs économies. Améliorer l'égalité des genres peut :

- **générer une forte croissance économique**
  Les femmes génèrent déjà près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et le potentiel de croissance future menée par les femmes est relativement peu exploité. Selon une étude mondiale de 2015, atteindre l'égalité des genres dans le monde pourrait augmenter le PIB mondial de 12 000 milliards de dollars en une seule décennie[2].

- **contribuer à réduire la pauvreté extrême**
  En s'assurant que tous les étudiants, surtout les filles, terminent l'école en ayant atteint un niveau d'alphabétisme de base, on pourrait réduire l'extrême pauvreté dans le monde de 12 %[3].

- **diminuer la faim chronique**
  Donner aux femmes agricultrices un accès égal aux ressources pourrait réduire le nombre de personnes souffrant de faim chronique de 17 %, ce qui fournirait de l'aide et de l'espoir à près de 150 millions de personnes dans le monde entier[4].

- **conduire à une paix plus durable**
  Dans les collectivités qui sortent d'un conflit violent, on estime que la participation des femmes au processus de consolidation de la paix accroît de 35 % la probabilité qu'un traité de paix dure au moins 15 ans[5].

- **être avantageux pour des familles entières**
  Les preuves démontrent que les femmes consacrent une plus grande partie de leur revenu au profit de leurs enfants, améliorant ainsi la nutrition, la santé et les possibilités d'éducation de la génération future[6].

- **et donner des moyens d'agir aux victimes de discrimination**
  Les femmes et les filles ne sont pas le seul groupe victime de discrimination et d'inégalité. D'autres groupes sont marginalisés sur les plans social et économique, notamment en raison de leur genre, de leur race, de leur ethnicité, de leur origine ethnique ou nationale, de leur couleur, de leur religion, de leur langue, de leur orientation sexuelle, de leur identité sexuelle, de leur âge, de leur capacité et de leur statut de migrant ou de réfugié. En renforçant le pouvoir des femmes et des filles comme moyen d'atteindre l'égalité des genres, nous envoyons le message clair que l'égalité s'adresse à tout le monde.

Atteindre l'égalité des genres dans le monde pourrait augmenter le PIB mondial de 12 000 milliards de dollars en une seule décennie.

Obstacles au succès des femmes et des filles

Pour contribuer à construire un monde meilleur, nous ne pouvons ignorer ni le potentiel des femmes et des filles, ni les réalités auxquelles sont confrontées les populations vulnérables. Parmi celles-ci, il y a les menaces que présentent les États « fragiles », la persistance de la pauvreté dans de nombreuses régions du monde et les contextes sociaux qui peuvent limiter la capacité des femmes et des filles à réussir.

L'instabilité peut conduire à la pauvreté. Une proportion croissante des populations les plus pauvres de la planète vit dans des régions et des pays considérés comme « fragiles » en raison de nombreuses difficultés, de conflits violents, des risques climatiques et environnementaux, ou de l'insécurité économique et politique. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême dans les États fragiles augmentera, passant de 480 millions à 523 millions entre 2015 et 2030[7].

© OCTAVIO GLOBAL / Alamy Stock Photo

La pauvreté existe même en l'absence de conflit. Même si les taux de pauvreté ont connu une baisse à l'échelle mondiale, plus de 10 % de la population mondiale (766 millions de personnes) vit toujours dans une pauvreté extrême, gagnant en moyenne moins de 1,90 $US par jour[8]. La moitié des personnes les plus pauvres dans le monde vivent en Afrique subsaharienne, les autres étant concentrées en Asie et dans quelques-uns des pays à revenu intermédiaire de l'Amérique latine[9]. La majorité de ces personnes vivent dans des zones rurales, ont un faible niveau d'éducation et travaillent dans le secteur agricole. Plus de la moitié des personnes en situation de pauvreté extrême sont des enfants[10].

Les femmes et les filles doivent faire face à de nombreux défis propres à leur genre qui limitent les possibilités économiques et sociales qui leur sont offertes. Il s'agit entre autres des défis suivants :

Accès réduit aux ressources et aux occasions dont elles ont besoin pour survivre et prospérer. Dans de nombreuses sociétés, les femmes et les filles mangent souvent en dernier et moins. Elles ont un accès plus limité aux services essentiels, comme l'éducation et les soins de santé, et ont moins de possibilités de travailler ou de gagner un bon salaire.

Plus de responsabilités familiales et moins de possibilités. Dans plusieurs des pays les plus pauvres du monde, en comparaison avec les hommes et les garçons, les femmes et les filles assument le fardeau le plus lourd des tâches non rémunérées, disposent de moins de biens et de ressources, sont exposées à des taux plus élevés de violence sexuelle et fondée sur le genre, et sont plus susceptibles d'être contraintes à se marier très jeunes[11]. Les femmes qui occupent un emploi travaillent généralement plus d'heures que les hommes, puisqu'elles ont le double fardeau du travail rémunéré et des tâches domestiques non rémunérées. Les femmes sont encore plus condamnées à la pauvreté du fait qu'elles sont moins en mesure d'entreprendre des activités économiques rémunérées[12].

Un contrôle limité sur leur corps et leur choix d'avoir des enfants. Il est estimé que tous les ans, 15 millions de filles de moins de 18 ans sont contraintes de se marier, ce qui représente 39 000 filles par jour[13]. Chaque année, 16 millions d'enfants naissent de mères adolescentes (âgées de 15 à 19 ans), ce qui représente un peu plus d'une naissance sur dix dans le monde[14]. Il est alors plus difficile pour les filles des pays en développement de rester à l'école ou d'occuper un emploi, ce qui contribue à perpétuer le cycle de pauvreté intergénérationnelle. Selon une étude récente réalisée au Nigéria, l'écart entre les sexes sur le plan de l'éducation pourrait être réduit de moitié si le mariage des enfants et les grossesses précoces étaient éliminés.

© Affaires mondiales Canada

La menace constante de la violence sexuelle et sexiste. On estime qu'une femme sur trois à l'échelle mondiale a été victime d'une forme ou d'une autre de violence physique ou sexuelle au cours de sa vie, violence souvent commise par un partenaire intime ou un membre de la famille. La menace de violence est aussi une réalité pour les filles puisque plus d'une fille sur 10 (120 millions) a été victime de relations ou d'actes sexuels forcés à un moment ou l'autre de sa vie. Les mutilations génitales féminines et l'excision sont aussi une menace persistante. On compte aujourd'hui environ 200 millions de filles et de femmes qui ont été victimes de cette pratique dans 30 pays du monde[15].

Accès limité aux outils dont elles ont besoin pour être indépendantes économiquement. Parmi les femmes des pays les moins développés qui occupent un emploi, 79 % indiquent que l'agriculture constitue leur principale source de revenus. Malgré cette forte contribution à l'économie locale, les femmes continuent d'avoir moins accès aux ressources et aux services financiers que les hommes[16]. Les femmes représentent moins de 20 % de tous les détenteurs de parcelles de terrain dans les pays en développement et seulement 37 % des femmes détentrices de parcelles de terrain ont un compte bancaire[17].

Obstacles juridiques au travail et autres contraintes à la liberté économique. Les femmes sont victimes de discrimination juridique dans plus de 150 pays[18]. Ceci inclut 100 pays où l'on interdit aux femmes de mener une carrière en raison de leur genre[19]. Dans certains pays, les femmes sont aussi confrontées

© ton koene / Alamy Stock Photo

à des restrictions lorsqu'il est question de fonder une entreprise, d'hériter d'un bien ou de posséder des terres. Près d'un tiers des pays en développement ne garantissent pas les mêmes droits de succession aux femmes qu'aux hommes. Ces contraintes à l'autonomie économique des femmes peuvent aussi être observées dans les ménages puisqu'un tiers des femmes mariées dans les pays en développement n'ont pas leur mot à dire en ce qui concerne les principaux achats du ménage.

Moins de possibilités de fréquenter l'école. Les femmes et les filles scolarisées ont tendance à se marier plus tard, à avoir moins d'enfants et à mieux nourrir et soigner leur famille[20]. Il a été démontré que lorsque les femmes et les filles sont scolarisées et contrôlent leurs droits sexuels et reproductifs, la mortalité maternelle et infantile décroît, et les familles prospèrent[21].

Participation inégale aux processus décisionnels gouvernementaux. Dans la plupart des pays, ce sont les gouvernements qui définissent le processus de développement. Pour faire en sorte que les femmes et les filles disposent des mêmes droits et qu'elles aient la capacité de tirer profit des occasions économiques, les gouvernements doivent intégrer l'analyse comparative entre les genres aux processus de planification, de budgétisation et d'élaboration des politiques et veiller à ce que les femmes et les filles aient un accès équitable aux services essentiels de santé, d'éducation et de justice.

© Affaires mondiales Canada

© Affaires mondiales Canada

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN PLAN D'ACTION MONDIAL

En 2015, les dirigeants du monde entier se sont entendus sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) — un plan d'action mondial visant à éradiquer la pauvreté et à restaurer la paix partout dans le monde. Les 17 objectifs universels et les 169 cibles du Programme 2030 sont intégrés et indivisibles; ils offrent un équilibre entre les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable.

L'objectif 5 de développement durable – Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles – est au cœur de l'approche canadienne pour la mise en œuvre du Programme 2030 puisqu'il fera progresser les autres objectifs de développement durable (ODD). Nous croyons que la meilleure façon d'éliminer la pauvreté et de ne laisser personne de côté est d'adopter une politique d'aide internationale féministe. Nous sommes résolus à contribuer à l'atteinte des ODD au Canada et dans les pays en développement.

LA VISION FÉMINISTE DU CANADA

« Le Canada adopte une politique d'aide internationale féministe qui vise à éliminer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Le Canada croit fermement que promouvoir l'égalité des genres et renforcer le pouvoir des femmes et des filles est le moyen le plus efficace pour atteindre cet objectif. »

Nous croyons que le renforcement du pouvoir des femmes et des filles est la meilleure façon d'obtenir des résultats économiques et sociaux positifs.Nous croyons que la dignité humaine inhérente à tous les êtres humains doit être respectée, et que chaque personne devrait avoir un accès égal à des soins de santé, à une saine alimentation, à une éducation de qualité et à de l'aide humanitaire, peu importe son genre.

Nous croyons en une croissance économique au service de tous. Nous croyons également que lorsqu'on leur donne des chances égales de succès, les femmes et les filles peuvent transformer leurs économies locales et générer une croissance qui profite à leur collectivité entière et à leur pays.

Nous croyons que les femmes et les filles sont exposées à des risques disproportionnés inhérents aux effets des changements climatiques et qu'elles ont besoin d'un meilleur soutien pour atténuer les changements qui menacent leur santé et leur bien-être économique, et s'y adapter.

Nous croyons aussi à une gouvernance qui intègre l'ensemble des citoyens et qui est réellement à leur service, quel que soit leur genre ou toute autre facette de leur identité propre.

Finalement, nous croyons que les femmes et les filles jouent un rôle crucial pour ce qui est d'établir et de maintenir la paix dans leurs communautés, une condition préalable nécessaire à une croissance économique forte.

Une approche féministe de l'aide internationale contribuera à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère – un monde où l'égalité des genres est assurée et où les femmes et les filles sont pleinement autonomes.

Une approche féministe de l'aide internationale place l'égalité des genres au cœur des efforts visant à éliminer la pauvreté et à consolider la paix. Elle le fait en luttant contre les discriminations auxquelles sont confrontées les femmes et les filles dans le monde entier, et en reconnaissant que subsistent des inégalités de nature intersectionnelle.

La promotion de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles exige la transformation des normes sociales et des relations de pouvoir.

Notre approche féministe est fondée sur la conviction que toutes les personnes doivent jouir des mêmes droits fondamentaux et bénéficier des mêmes chances de réussite.

La *Politique d'aide internationale féministe du Canada* donnera la priorité aux investissements, aux partenariats et aux activités de sensibilisation les plus susceptibles de réduire les écarts entre les genres, d'éliminer les obstacles à l'égalité des genres et d'aider à atteindre les Objectifs de développement durable.

Approche féministe du Canada en matière d'aide internationale

Une approche féministe en matière d'aide internationale reconnaît que la promotion de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles exige la transformation des normes sociales et des relations de pouvoir. Cet objectif est également essentiel à la réalisation de toutes les autres priorités liées au développement. Pour cette raison, nous ferons en sorte qu'avant 2021-2022, pas moins de 95 % des initiatives bilatérales du Canada en matière d'aide au développement international visent ou intègrent l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

© Jake Lyell / Alamy Stock Photo

© saravutpics / Shutterstock

Soutenir les organisations féminines locales de défense des droits des femmes

Depuis des décennies, les femmes du monde entier ont lutté pour l'égalité des genres. Les organisations féminines locales de défense des droits des femmes jouent, surtout sur le terrain, un rôle important dans la sensibilisation de la société et la mobilisation des collectivités afin de modifier les lois, les attitudes, les normes et les pratiques sociales.

Pour amplifier la voix des femmes dans le monde, le Canada collaborera avec des partenaires afin de mettre à l'essai, de concevoir et de promouvoir des méthodes de travail différentes et novatrices avec les organisations féminines locales de défense des droits des femmes.

Mobiliser les hommes et les garçons

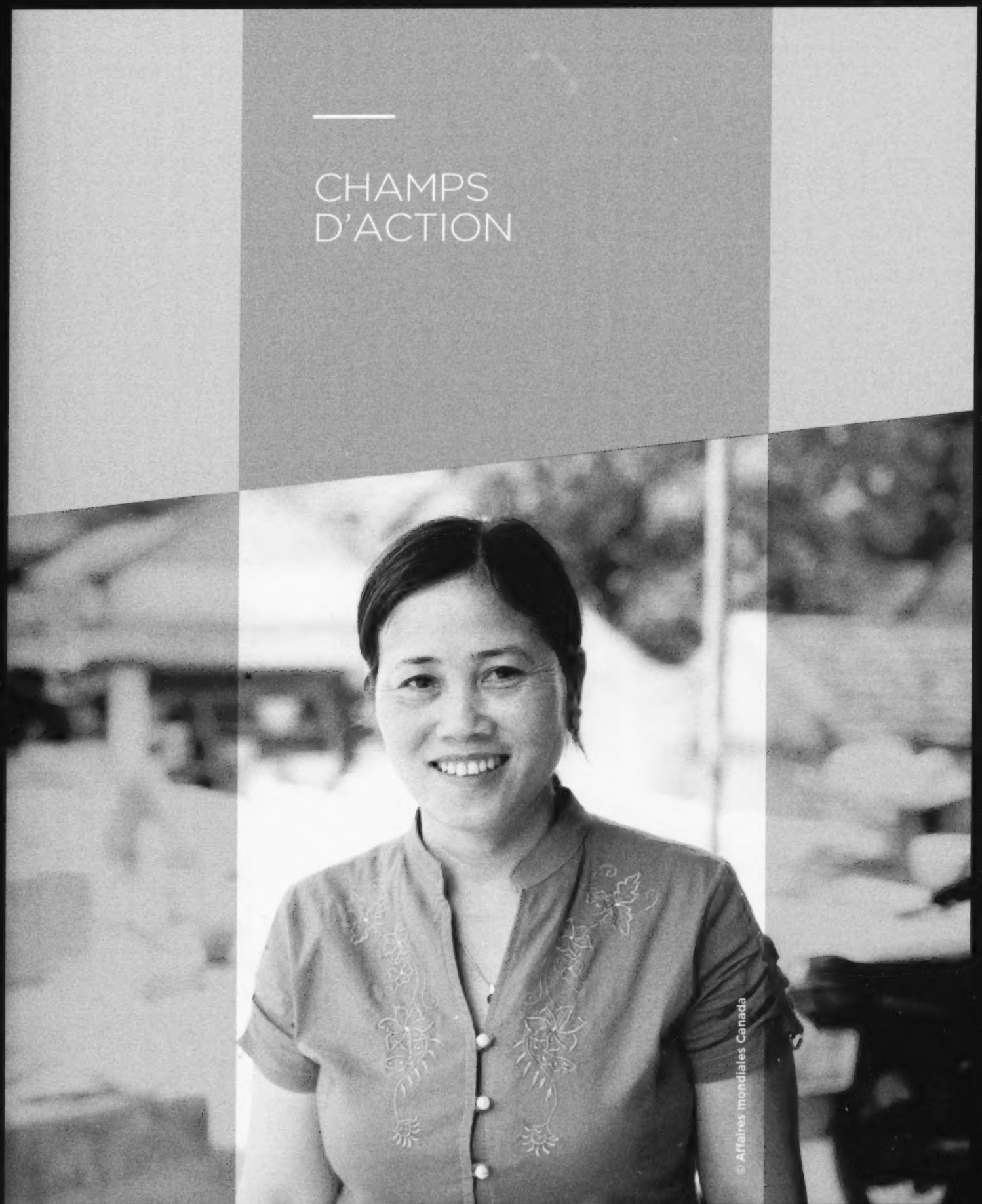
Il est impossible d'atteindre l'égalité des genres en isolant les femmes et les filles. Les hommes et les garçons doivent eux aussi remettre en question les traditions et les coutumes qui perpétuent les inégalités entre les genres. Étant donné que les normes sociales et les stéréotypes fondés sur le genre limitent également le rôle des hommes et des garçons au sein de la famille et de la société, il est important de les faire participer à la lutte pour l'égalité des genres, de leur donner des occasions de militer en faveur de l'égalité et de les encourager à donner l'exemple en respectant et en faisant la promotion des intérêts des femmes et des filles.

Il est particulièrement important de changer l'attitude des adolescents, car c'est à cet âge que se façonnent les constructions sociales relatives au genre. Nouer le dialogue avec les adolescents est la meilleure façon de promouvoir des normes sexuelles positives et d'empêcher qu'ils ne perpétuent des stéréotypes négatifs tout au long de leur vie.

Le Canada est déterminé à fournir une aide internationale féministe qui est :

- **Fondée sur les droits de la personne et inclusive** – Toutes les personnes doivent jouir des mêmes droits fondamentaux, quels que soient leur genre, leur race, leur ethnicité, leur origine nationale ou ethnique, leur couleur, leur religion, leur langue, leur orientation sexuelle, leur identité sexuelle, leur âge, leurs aptitudes, ou toute autre facette de leur identité.
- **Stratégique et concentrée** – L'aide sera dirigée vers les initiatives qui soutiennent le mieux le renforcement du pouvoir des femmes et des filles et qui sont les plus susceptibles de réduire les inégalités entre les genres.
- **Transformatrice et militante** – Les relations de pouvoir inégales, la discrimination systémique ainsi que les normes et pratiques néfastes seront contestées, et un vaste éventail d'intervenants, y compris des hommes et des garçons, sera mobilisé.
- **Fondée sur des faits et responsable** – Notre aide se fondera sur une analyse comparative entre les genres et misera sur un cadre de responsabilités clair afin de planifier et d'obtenir des résultats en matière d'égalité des genres, d'en faire le suivi et de les communiquer.

CHAMPS D'ACTION

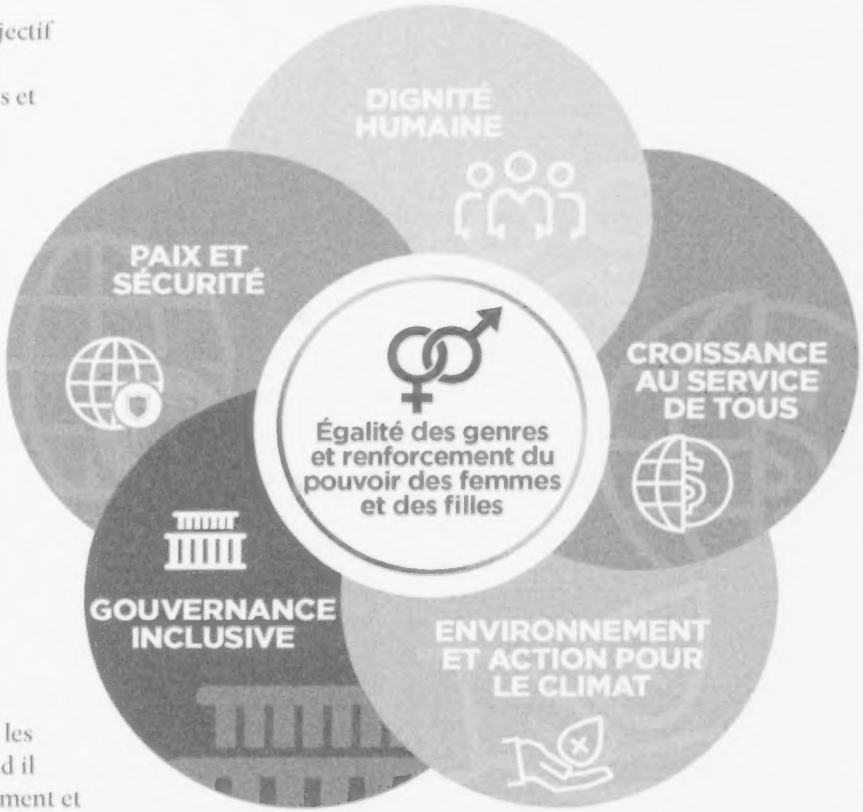


© age fotostock / Alamy Stock Photo

S'engager dans une approche féministe en matière d'aide internationale représente un changement important dans ce que nous faisons et dans la façon dont nous travaillons.

Notre approche met l'accent sur l'objectif d'élimination de la pauvreté et sur le renforcement du pouvoir des femmes et des filles et la promotion de l'égalité des genres comme étant l'approche la plus efficace pour atteindre cet objectif. Pour soutenir plus efficacement l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles à l'échelle mondiale, le Canada défendra et appuiera des initiatives qui :

- amélioreront la protection et la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles;
- contribueront à une participation accrue des femmes et des filles aux prises des décisions au même titre que les hommes, particulièrement quand il s'agira d'instaurer un développement et une paix durables;
- donneront aux femmes et aux filles un accès et un contrôle plus équitables en ce qui concerne les ressources dont elles ont besoin pour assurer une égalité sociale et économique continue.



© Tim Chaney / Alamy Stock Photo

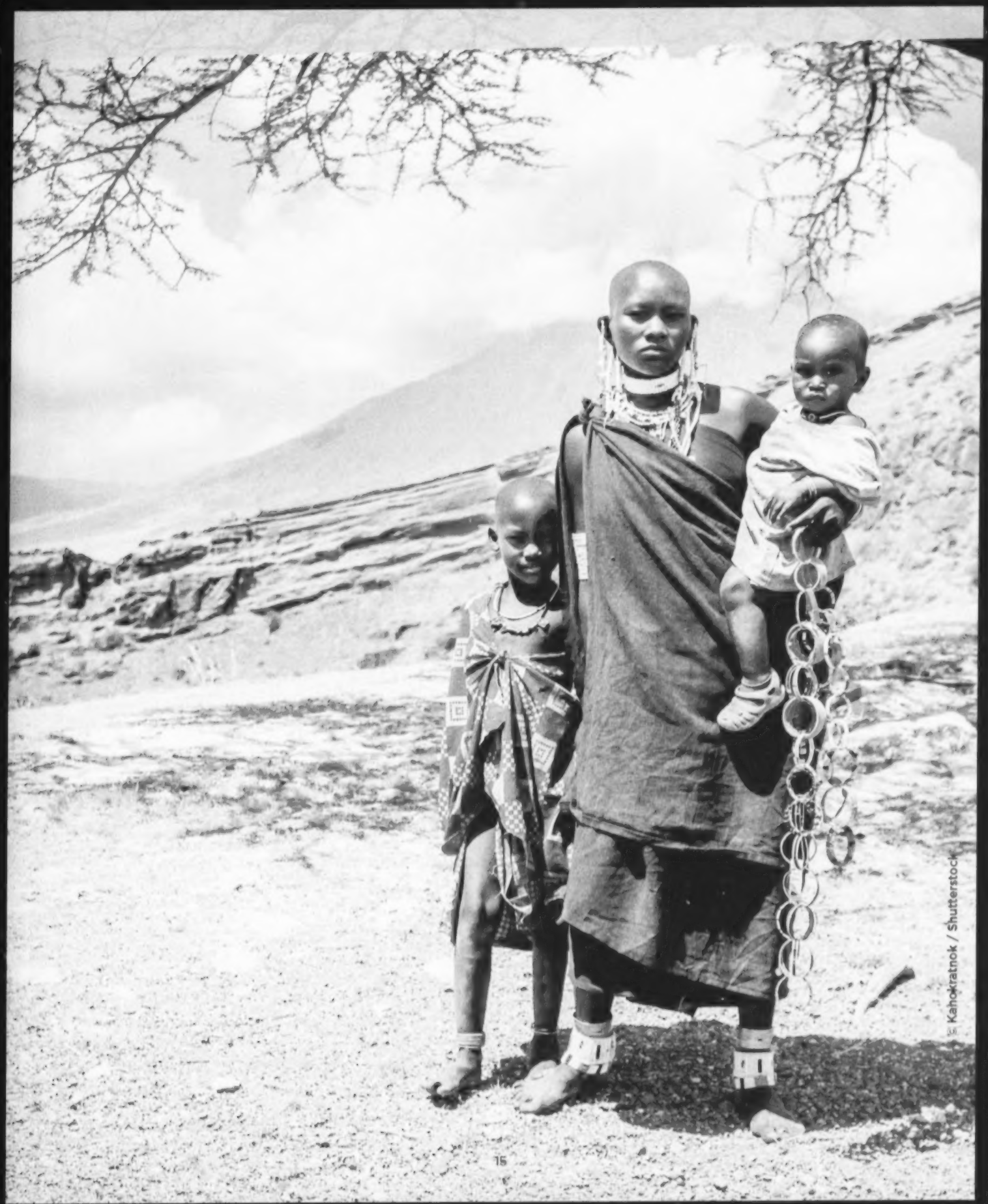
Afin de s'assurer que l'aide internationale du Canada est mieux adaptée pour atteindre les objectifs d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes et des filles, le Canada concentrera ses efforts sur six champs d'action :

- PRINCIPAL CHAMP D'ACTION : L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES
- LA DIGNITÉ HUMAINE (SANTÉ ET NUTRITION, ÉDUCATION, ACTION HUMANITAIRE)
- LA CROISSANCE AU SERVICE DE TOUS
- L'ENVIRONNEMENT ET L'ACTION POUR LE CLIMAT
- LA GOUVERNANCE INCLUSIVE
- LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Ces champs d'action correspondent à des enjeux mondiaux interreliés qui, une fois réglés, auront une incidence substantielle sur la vie des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables dans le monde, plus particulièrement les femmes et les filles.

L'approche du Canada prendra appui sur notre expérience acquise à renforcer la sécurité alimentaire, à assurer un avenir sûr et sécuritaire pour les enfants et les jeunes, à susciter une croissance économique durable, et à favoriser la démocratie, la consolidation de la paix, la stabilité et la sécurité. Les nouveaux champs d'action représentent une réorientation des priorités sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables et montrent les champs sur lesquels nous pouvons avoir la plus grande incidence. L'adoption d'une approche intégrée couvrant ces six champs d'action nous permettra d'effectuer un virage transformationnel pour les personnes qui en ont le plus besoin.

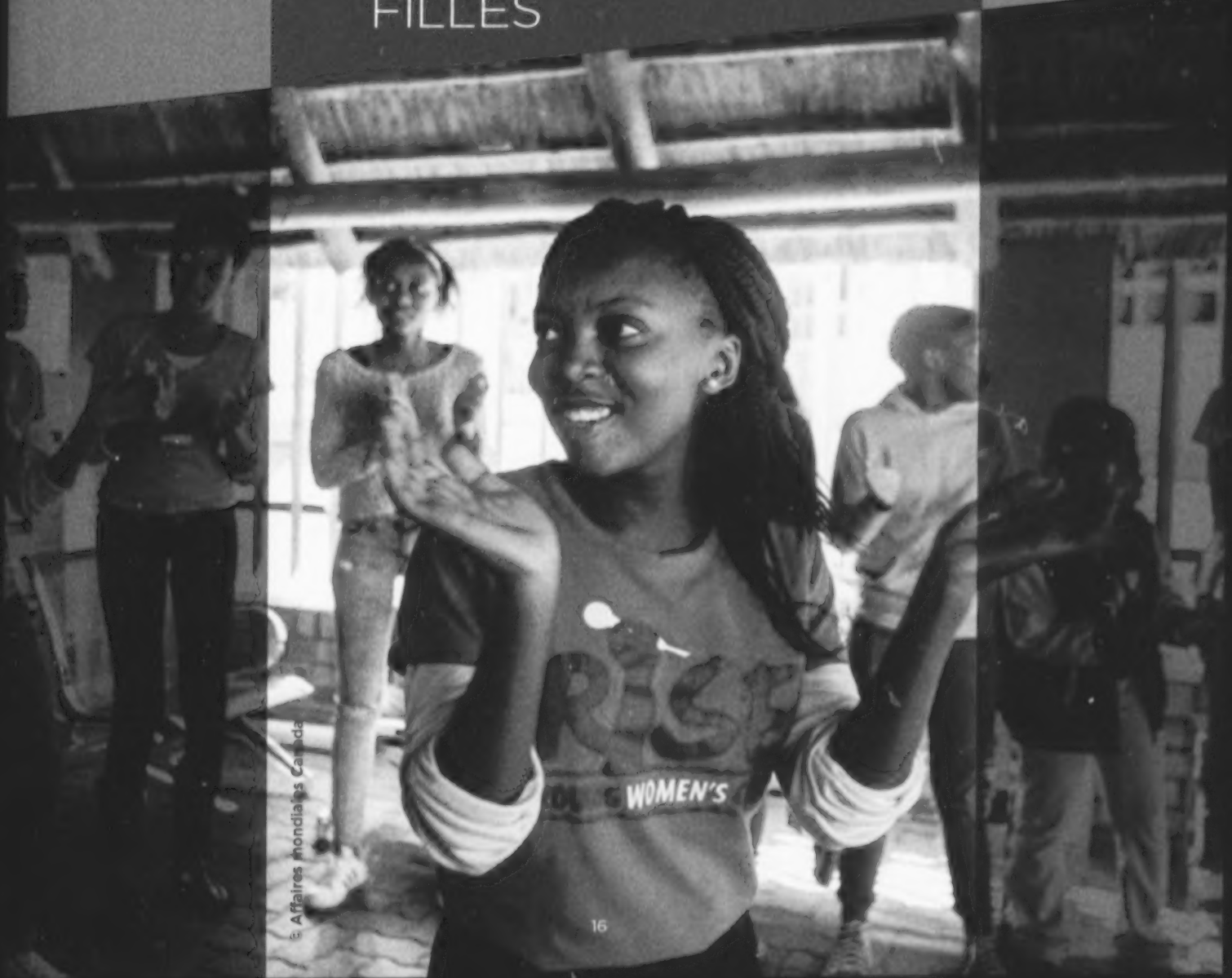
Pour chaque champ d'action, le Canada reconnaît l'importance de l'égalité des genres et du rôle que peuvent jouer les femmes et les filles autonomes dans le façonnement d'un avenir meilleur pour elles-mêmes et l'ensemble de leurs collectivités.



© Kahokratnok / Shutterstock

Champ d'action 1
(principal)

L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES



© Affaires mondiales Canada

Affaires mondiales Canada consacre dorénavant 15 % de son aide bilatérale en matière de développement international, à travers tous les champs d'action, à la réalisation d'initiatives dédiées à faire avancer l'égalité des genres et à améliorer la qualité de vie des femmes et des filles.

Dans le cadre de ce champ d'action, cela comprend notamment des initiatives qui permettent : de lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre; de soutenir les organisations féminines de défense des droits des femmes; d'améliorer la capacité institutionnelle du secteur public pour rétablir l'égalité des genres; et d'obtenir des données probantes pour orienter les actions en matière d'égalité des genres.

Le Canada contribuera à lutter contre la **violence sexuelle et fondée sur le genre**, l'une des violations les plus répandues et les plus flagrantes des droits de la personne, à l'aide de ses campagnes de promotion et à ses investissements. Des approches plus vastes sont nécessaires parce que, pour prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre, soutenir les victimes et traduire les coupables en justice, il faut tenir compte d'un large éventail de secteurs, dont les soins de santé, la justice et les services policiers, l'éducation, la protection sociale et le développement économique. Par exemple, lorsque les femmes jouissent d'une sécurité financière, elles peuvent plus facilement quitter une relation où il y a de la violence.

L'engagement des hommes et des garçons est également essentiel. À cette fin, le Canada soutiendra, parmi d'autres interventions, l'élaboration de programmes scolaires adaptés au genre dans les écoles, travaillera à empêcher et à transformer les comportements néfastes qui peuvent avoir des conséquences négatives (p. ex. comportement sexuel à risque, toxicomanie et violence), en plus de concevoir des programmes afin de mieux aider les pères et de leur permettre d'acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour prendre soin de leurs enfants, garçons et filles, au même titre que leur partenaire.

© Fresnel / Shutterstock

POUR MIEUX APPUYER L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, LE CANADA...

... s'attaquera aux taux élevés et inacceptables de violence sexuelle et sexiste auxquels font face les femmes et les filles. Cela comprendra le soutien d'approches globales qui aident à mettre fin à ces formes de violence afin que moins de femmes et de filles soient victimes de violence familiale, de violence conjugale, d'exploitation et de traite de personnes, de mariages d'enfants, précoces et forcés, et de mutilations génitales féminines ou d'excisions. Le soutien du Canada aidera à faire connaître aux femmes et aux filles leurs droits afin d'améliorer leur accès à la justice et de fournir du soutien psychosocial aux victimes de violence. Le Canada insistera également sur l'importance de ces enjeux par voie diplomatique et par des efforts de défense des droits.

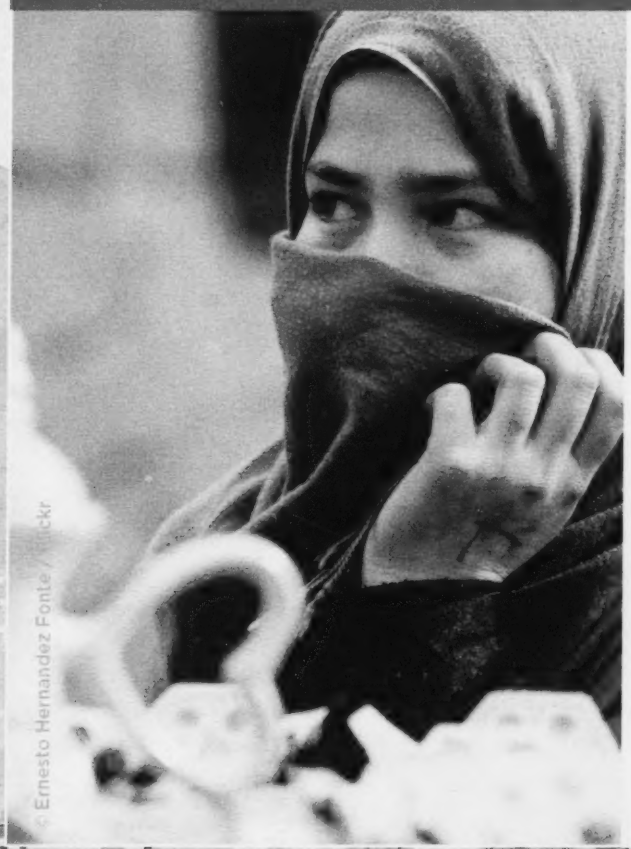
... offrira un soutien accru aux organisations féminines et aux mouvements locaux qui défendent les droits des femmes. Ces groupes ouvrent la voie dans la revendication de l'égalité des genres, mais manquent bien souvent de ressources nécessaires pour offrir l'aide dont les femmes et les filles ont besoin. Le Canada appuiera ces organisations et ces mouvements, renforcera leurs capacités afin qu'ils puissent mieux revendiquer des changements aux politiques, aux lois et aux services et qu'ils puissent plus efficacement remettre en cause les croyances et les pratiques sociales néfastes et discriminatoires. **Pour appuyer et étendre ce travail, le Canada consacre 150 millions de dollars sur cinq ans afin d'appuyer les organisations féminines et les mouvements locaux qui défendent les droits des femmes dans les pays en développement**.

... aidera les gouvernements de pays en développement à répondre aux besoins des femmes et des hommes par des politiques et des services. Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour veiller à ce que les femmes et les filles aient les mêmes droits que les autres et aient la possibilité de participer également au développement durable de leurs sociétés. Le Canada collaborera avec les gouvernements de pays en développement pour accroître leurs capacités à offrir des programmes qui appuient l'égalité des genres à tous les niveaux de gouvernement et dans tous les secteurs. Cet objectif sera atteint, par exemple, à l'aide de programmes et d'assistance technique.

... accentuera son engagement envers une prise de décisions fondées sur des données probantes. Afin que les travaux de la société civile, des gouvernements et des donateurs soient les plus efficaces possible, ils doivent reposer sur des preuves et sur l'apprentissage. Le Canada renforcera la base de données probantes en investissant dans la recherche sur les politiques, dans une meilleure cueillette de données et dans l'évaluation aux fins d'égalité des genres. Cela s'appliquera à l'ensemble des efforts du Canada en matière d'aide internationale, et on s'attend à ce que tous nos partenaires fassent de même.

NOTRE POLITIQUE EN ACTION

RENFORCER LE POUVOIR DES AFGHANES



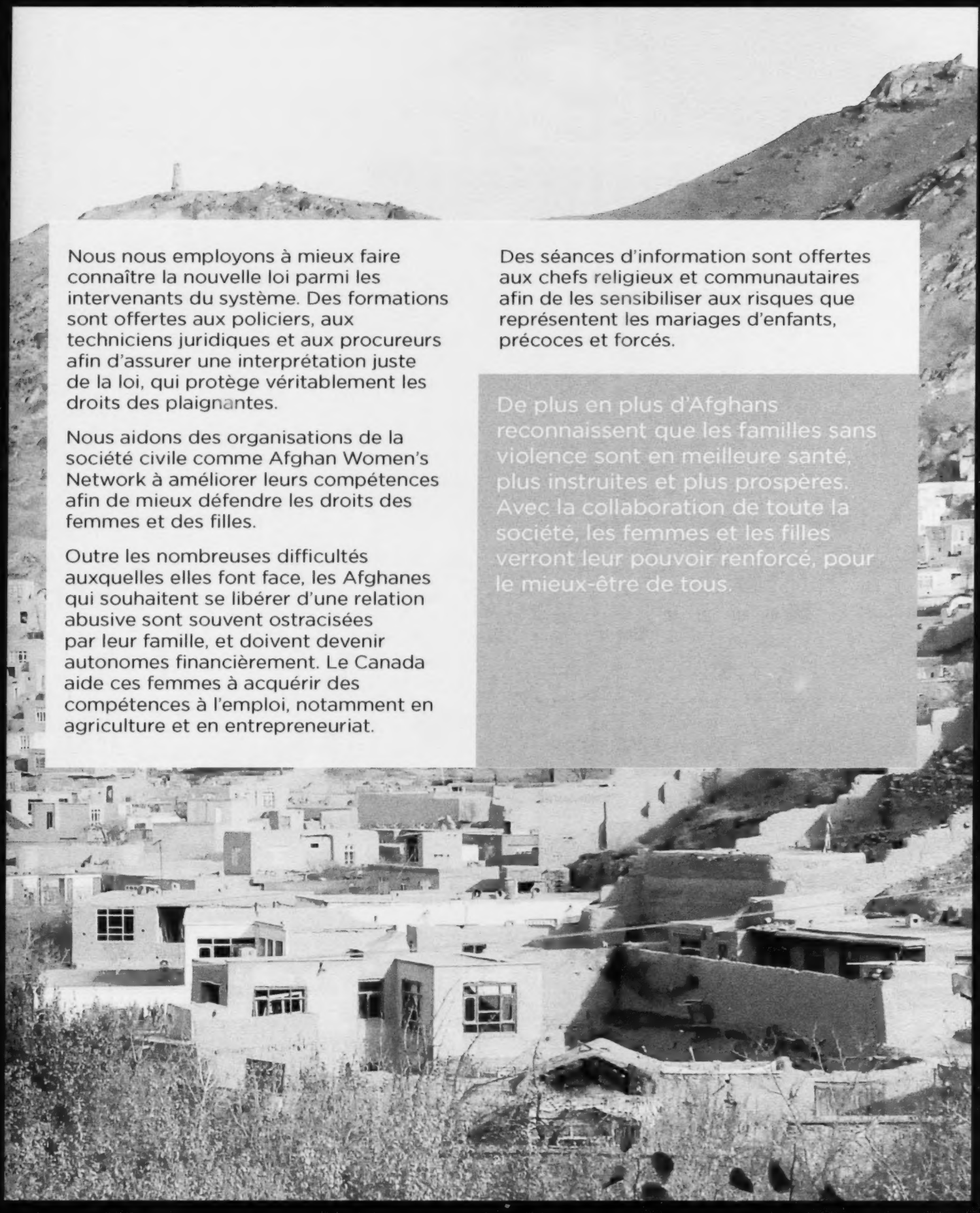
© Ernesto Hernandez Fonte / Flickr

En 2009, l'Afghanistan a promulgué une loi historique sur l'élimination de la violence contre les femmes. Toutefois, il ne suffit pas de criminaliser la violence pour l'éliminer.

On estime que 87 % des Afghanes seront violentées au cours de leur vie. La violence conjugale et sexuelle reste courante, tout comme les mariages d'enfants, précoces et forcés. Le harcèlement sexuel demeure répandu dans les lieux publics, les milieux de travail et les écoles. Les cas sont rarement signalés aux autorités.

Le Canada veut aider les Afghanes à faire valoir leurs droits dans de telles circonstances. De concert avec le gouvernement et la société civile, nous travaillons afin qu'elles soient traitées équitablement par les institutions publiques, y compris le système judiciaire.

© Wandel Guidas / Shutterstock



Nous nous employons à mieux faire connaître la nouvelle loi parmi les intervenants du système. Des formations sont offertes aux policiers, aux techniciens juridiques et aux procureurs afin d'assurer une interprétation juste de la loi, qui protège véritablement les droits des plaignantes.

Nous aidons des organisations de la société civile comme Afghan Women's Network à améliorer leurs compétences afin de mieux défendre les droits des femmes et des filles.

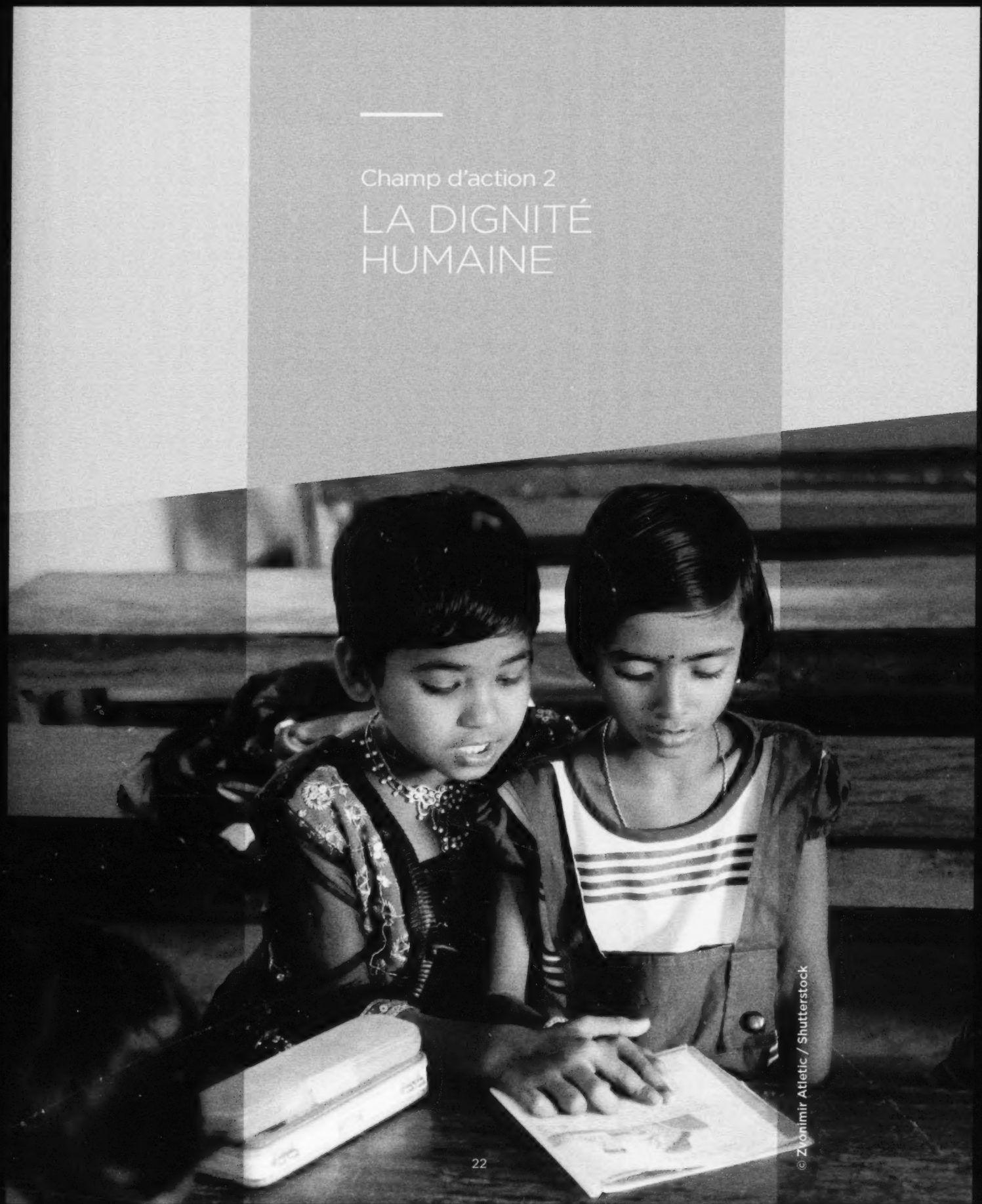
Outre les nombreuses difficultés auxquelles elles font face, les Afghanes qui souhaitent se libérer d'une relation abusive sont souvent ostracisées par leur famille, et doivent devenir autonomes financièrement. Le Canada aide ces femmes à acquérir des compétences à l'emploi, notamment en agriculture et en entrepreneuriat.

Des séances d'information sont offertes aux chefs religieux et communautaires afin de les sensibiliser aux risques que représentent les mariages d'enfants, précoces et forcés.

De plus en plus d'Afghans reconnaissent que les familles sans violence sont en meilleure santé, plus instruites et plus prospères. Avec la collaboration de toute la société, les femmes et les filles verront leur pouvoir renforcé, pour le mieux-être de tous.

Champ d'action 2

LA DIGNITÉ HUMAINE



© Zvonimir Atletic / Shutterstock

Affaires mondiales Canada

Le Canada veille à la dignité humaine dans des régions du monde où les populations les plus pauvres et les plus vulnérables ont un accès limité ou inexistant aux services essentiels et où certaines populations doivent composer avec les effets dévastateurs d'un conflit armé ou d'une catastrophe naturelle. Des initiatives de développement et de l'aide humanitaire d'urgence offrent des soins de santé, y compris sexuelle et reproductive, de l'eau potable, des aliments nutritifs et une éducation de qualité.

Santé et nutrition

D'importants progrès ont été réalisés pour accroître l'espérance de vie et pour réduire les taux de mortalité infantile et juvénile ainsi que le nombre d'enfants mal nourris dans les pays en développement[22]. L'incidence de plusieurs maladies infectieuses a diminué grâce à une meilleure hygiène, à une meilleure nutrition et à de meilleurs médicaments et vaccins[23].

Cela dit, ce ne sont pas toutes les régions du monde qui ont été témoins de ces progrès. Bien que certains pays aient connu des gains impressionnants en matière de santé et de nutrition, d'autres ont pris du retard ou sont à risque de reculer, plus particulièrement les pays confrontés à une prévalence du VIH/sida et d'autres maladies infectieuses, aux effets déstabilisants des changements climatiques, à des difficultés économiques ou à des conflits.

Dans plusieurs pays, un mélange de lois et de politiques discriminatoires, assorties de services inadéquats et de pratiques culturelles préjudiciables, limite la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Cela se traduit souvent par un manque de services complets d'éducation sexuelle et de planification familiale, un accès restreint à la contraception et à l'avortement sécuritaire, des mariages d'enfants, précoces et forcés, et des mutilations génitales féminines ou des excisions.

SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTI

LE CANADA **DOUBLE** SON INVESTISSEMEN **SUR** 3 ANS

Les adolescentes risquent plus particulièrement d'être en mauvaise santé pendant leur puberté et au début de leurs menstruations. Plusieurs ont une compréhension inadéquate de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs, et font face à de la violence sexuelle et sexiste.

Les maternités et les grossesses précoces comportent des risques supplémentaires : les complications lors de la grossesse et de l'accouchement sont la principale cause de décès chez les adolescentes dans les pays en développement[24]. L'exposition à des infections transmissibles sexuellement est une autre source de préoccupation. Le VIH est la principale cause de décès chez les femmes en âge de procréer dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Dans les pays les plus touchés, les filles représentent 80 % des nouveaux cas de VIH.

De plus, la probabilité qu'une femme qui vit avec le VIH soit atteinte d'un cancer du col de l'utérus est de quatre à cinq fois plus élevée que pour une femme qui n'a pas le VIH. L'inégalité des genres a une incidence marquée sur les taux de survie des femmes qui n'ont pas un accès égal à des soins de santé puisque le risque qu'elles meurent de cette forme de cancer est de 40 % plus élevé.

Les femmes sont plus à risque de carence alimentaire, plus particulièrement lorsqu'elles sont enceintes, lorsqu'elles allaitent ou pendant la poussée de croissance de l'adolescence[25]. La discrimination fondée sur le genre dans certaines sociétés signifie que les femmes et les filles mangent moins et mangent en dernier. C'est pourquoi elles sont deux fois plus à risque de souffrir de malnutrition que les hommes et les garçons[26].

Sur les 5,9 millions de décès d'enfants en 2015, environ 45 % sont attribuables à la malnutrition[27]. Les enfants vivant en Afrique subsaharienne sont 14 fois plus susceptibles de mourir avant d'atteindre l'âge de 5 ans que les enfants des pays développés[28]. Chaque année, la malnutrition chez les femmes enceintes cause le décès de 800 000 nouveau-nés[29].

FAITS SAILLANTS
SANTÉ ET NUTRITION

- Environ 16 millions de filles âgées de 15 à 19 ans et 1 million de filles de moins de 15 ans accouchent chaque année; 95 % d'entre elles se trouvent dans des pays en développement[30].
- 99 % des décès maternels ont lieu dans les pays en développement[31].
- 225 millions de femmes dans le monde n'ont pas accès à des moyens de contraception. Si elles y avaient accès, 52 millions de grossesses non désirées pourraient être évitées chaque année[32].
- Chaque année, environ 3 millions de filles âgées de 15 à 19 ans subissent un avortement à risque[33].
- Les femmes qui ont une famille moins nombreuse peuvent plus facilement intégrer la population active, pouvant ainsi subvenir à leurs besoins financiers et éviter de vivre dans la pauvreté. Chaque fois qu'une femme âgée de 25 à 39 ans met un enfant au monde, sa participation au marché du travail diminue dans une proportion de 10 à 15 %.
- En Afrique subsaharienne, 56 % des nouveaux cas d'infection au VIH touchent des femmes (de 15 ans et plus), et la proportion est plus élevée chez les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans[34].
- En Afrique subsaharienne, la prévalence du VIH chez les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) est deux fois plus élevée que chez les jeunes hommes[35].
- Chaque année, le cancer du col de l'utérus tue 260 000 femmes à l'échelle de la planète et près de 90 % de ces décès sont enregistrés dans les pays en développement.
- 60 % des 800 millions de personnes souffrant de malnutrition dans le monde sont des femmes et des filles[36].

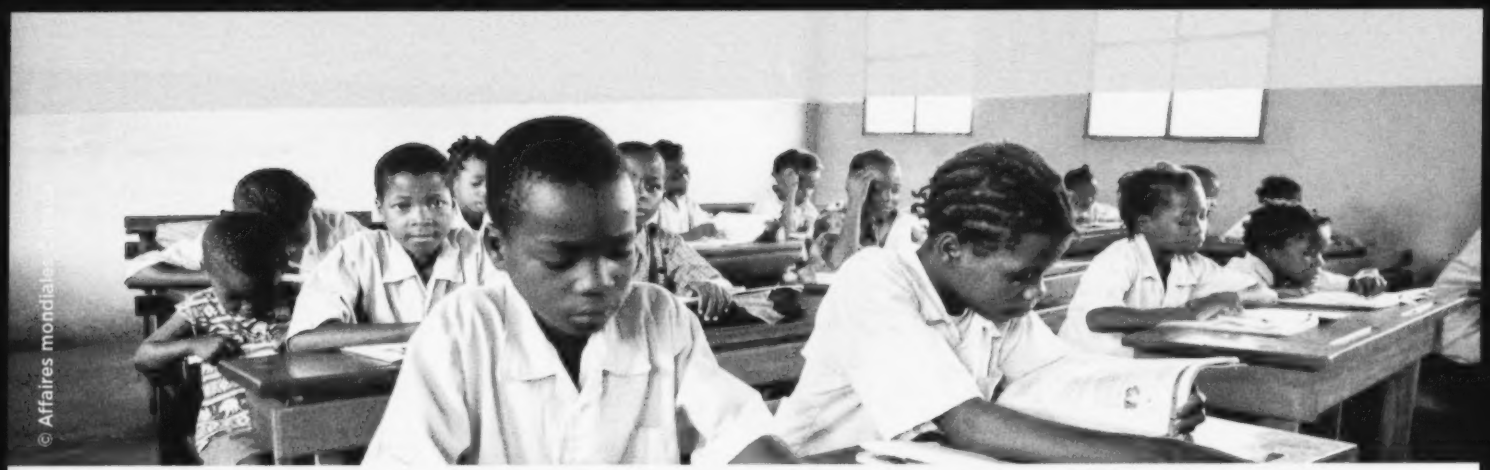
AFIN DE FAVORISER DAVANTAGE DE BONNES CONDITIONS DE SANTÉ CHEZ LES FEMMES ET LES FILLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, LE CANADA...

... s'emploiera à combler les lacunes persistantes au chapitre de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Dans ce but, il facilitera un meilleur accès à une gamme complète de services de santé, englobant notamment la planification familiale et les moyens de contraception modernes, une éducation sexuelle complète, un service d'avortement sécuritaire et légal, des soins post-avortement, ainsi que la prévention et le traitement du VIH/sida et des infections transmises sexuellement. À cet égard, il investira 650 millions de dollars sur trois ans.

... se joindra à des partenariats mondiaux voués à la promotion de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles. Au cours des trois prochaines années, des initiatives comme le Family Planning 2020 et le Partenariat de Ouagadougou permettront à 120 millions de femmes et de filles d'Afrique centrale et de l'Ouest de recourir à des services de planification familiale.

... axera ses efforts sur les programmes et les projets qui fondent leur action d'amélioration des soins de santé sur la spécificité des genres. Il s'agit notamment d'initiatives qui portent sur la lutte contre les maladies infectieuses au moyen d'approches axées sur l'égalité, qui mettent l'accent sur les maladies comme le VIH affectant particulièrement les femmes et les filles, qui appuient les agents de santé communautaires (dont la plupart sont des femmes) et qui s'attaquent au défi permanent de la violence sexuelle et sexiste.

... aidera les femmes, les filles et les jeunes enfants à avoir accès plus facilement à des aliments nutritifs et à des suppléments. Afin de réduire la prévalence de l'anémie chez les femmes et les adolescentes et d'améliorer l'issue des grossesses, le Canada tirera parti de ses investissements pour augmenter la supplémentation en micronutriments, y compris en fer et en acide folique. Le Canada utilisera la tribune que lui procurent les groupes de travail internationaux auxquels il participe, comme le Mouvement pour le renforcement de la nutrition, pour faire valoir l'importance de politiques sur la nutrition qui tiennent compte de la spécificité des genres.


© Affaires mondiales

Les investissements du Canada contribueront à améliorer la qualité et l'accessibilité des services de santé et de nutrition offerts aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris les initiatives de lutte contre les maladies infectieuses telles que la poliomyélite, le sida, la tuberculose et le paludisme.

Comme il s'y était engagé pour la période de 2015-2020, le Canada investira 3,5 milliards de dollars dans les programmes visant à renforcer les systèmes de santé et de données, à améliorer la nutrition et à lutter contre les maladies infectieuses, afin de soutenir la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Cependant, il est démontré que ces investissements ne suffiront pas à améliorer de façon satisfaisante les conditions des femmes et des enfants, ainsi qu'à atteindre l'ODD 2 (Faim « zéro ») et l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être). Un plan de réduction de la mortalité chez les femmes et les enfants doit donc aussi comprendre des investissements qui appuient la santé sexuelle et reproductive et les droits des femmes et des filles.

Éducation

Aujourd'hui, il y a plus de jeunes âgés de 10 à 24 ans (1,8 milliard) sur la planète qu'à n'importe quel autre moment dans l'histoire[37]. Pourtant, 250 millions de filles et de garçons ne sont toujours pas en mesure de lire, d'écrire ou de compter, même après quatre ans de scolarité[38].

Il est démontré que lorsque les filles ont accès à l'école dès leur jeune âge et qu'elles sont soutenues dans leurs études, elles sont plus susceptibles d'obtenir leur diplôme et de gagner éventuellement un revenu plus avantageux. Les avantages pour les collectivités dans lesquelles ces filles vivent sont aussi indéniables : une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de scolarité des femmes accroît de 0,3 point de pourcentage le PIB moyen et de 0,2 point de pourcentage les taux de croissance annuels du PIB. Bref, des filles éduquées sont des filles qui sont mieux à même d'avoir prise sur leur propre vie. Et les filles et les femmes qui sont mieux outillées pour se prendre en charge sont indispensables pour faire des gains plus importants au chapitre du développement durable.

FAITS SAILLANTS
ÉDUCATION

- Chaque année supplémentaire de fréquentation scolaire chez les filles et les garçons augmente le PIB de 0,37 %[39].
- Chaque année supplémentaire à l'école secondaire accroît de 10 à 20 % le revenu futur d'une fille[40].
- Dans les pays en développement, les filles qui comptent sept ans de scolarité se marieront, en moyenne, quatre ans plus tard que les autres et auront, en moyenne, deux enfants de moins[41]. Il est plus facile pour les femmes qui se marient plus tard et ont une famille moins nombreuse de briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.

AFIN DE MIEUX SOUTENIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES EN ÉDUCATION POUR LES FEMMES ET LES FILLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET POUR ATTEINDRE L'ODD 4 (ÉDUCATION DE QUALITÉ) DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LE CANADA...

... appuiera les programmes et les initiatives de défense des droits qui aideront les femmes et les filles à obtenir l'éducation et la formation professionnelle nécessaires à leur réussite. En ayant plus d'occasions de faire des études et d'obtenir de la formation, les femmes et les filles pourront plus facilement trouver un emploi valable et réaliser leur plein potentiel. À cette fin, le Canada fera activement connaître les avantages associés à l'éducation des femmes et des filles à la moindre occasion, ainsi que le besoin d'adopter des programmes d'enseignement exempts de stéréotypes sexuels, notamment lors des forums internationaux, des discussions bilatérales et des rencontres informelles.

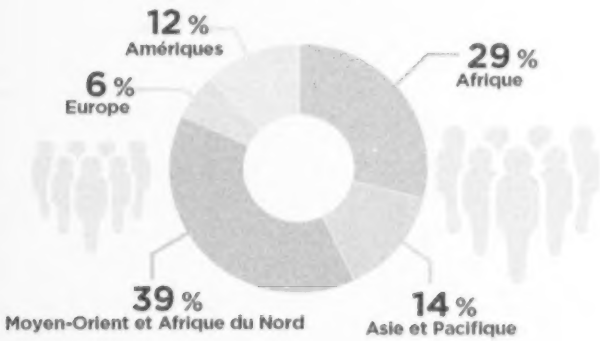
... veillera à ce que les écoles renferment des installations adaptées qui répondent aux besoins spécifiques des filles. Le Canada s'assurera en outre que les investissements en éducation exigent des toilettes séparées et adéquates, ainsi que des installations facilitant la gestion de l'hygiène menstruelle, et que les programmes de prévention et d'intervention en matière de violence sexiste en milieu scolaire reçoivent du soutien.

... appuiera les programmes et les partenaires aidant les personnes qui n'ont pas pu faire des études de qualité. Les jeunes qui ne sont pas en mesure de terminer leurs études sont désavantagés par rapport aux autres : non seulement il leur manque les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour affronter les défis de la vie, mais aussi il leur sera vraisemblablement plus difficile de trouver et de conserver un emploi décent. Afin d'améliorer les perspectives d'avenir de ces jeunes, le Canada appuiera les programmes et les partenaires qui offriront aux jeunes des compétences essentielles ainsi qu'une formation et un enseignement professionnels et techniques, et qui s'emploieront tout particulièrement à aider les femmes et les jeunes marginalisés à se trouver un emploi, notamment dans les domaines non traditionnels et mieux rémunérés.

© Mireille Vautier / Alamy Stock Photo

Les filles les plus pauvres du monde sont les moins à même de miser sur l'éducation pour briser le cycle de la pauvreté. Elles sont en outre moins susceptibles que les garçons de s'inscrire à l'école et de terminer leurs études en raison de différents obstacles, notamment le fait que l'éducation des filles est peu valorisée par la société, la pression sociale selon laquelle les filles devraient rester à la maison pour s'occuper des tâches ménagères, les mariages d'enfants, précoces et forcés et les grossesses et maternités précoces, la violence sexuelle et sexiste qui sévit dans les écoles, ainsi que les infrastructures scolaires inadaptées (p. ex., absence de toilettes séparées et d'accès aux produits hygiéniques).

Régions où les personnes déplacées dans le monde sont accueillies



Source : UNHCR

Par ailleurs, un faible niveau de scolarité chez les filles et les garçons est associé à un accès limité à l'information sur la santé sexuelle et reproductive. Cela signifie que les filles et les garçons moins instruits sont plus vulnérables aux infections transmissibles sexuellement et à d'autres problèmes liés à la santé reproductive.

Action humanitaire tenant compte des genres

Le nombre de conflits entre États a considérablement chuté au cours des 50 dernières années, mais les conflits à l'intérieur des frontières d'un État — dans lesquels interviennent fréquemment des acteurs non étatiques — sont en hausse constante[42]. Il en résulte que le nombre de personnes déplacées en raison de ces conflits (65,3 millions en 2015) est d'une ampleur sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale[43].

Dans des pays touchés par un conflit, les déplacements prolongés ont laissé des millions de personnes devant peu d'options, un accès limité aux services et un avenir incertain. La durée moyenne pendant laquelle les personnes sont déplacées s'élève maintenant à près de 20 ans, soit une hausse de 9 ans par rapport aux années 1990[44].

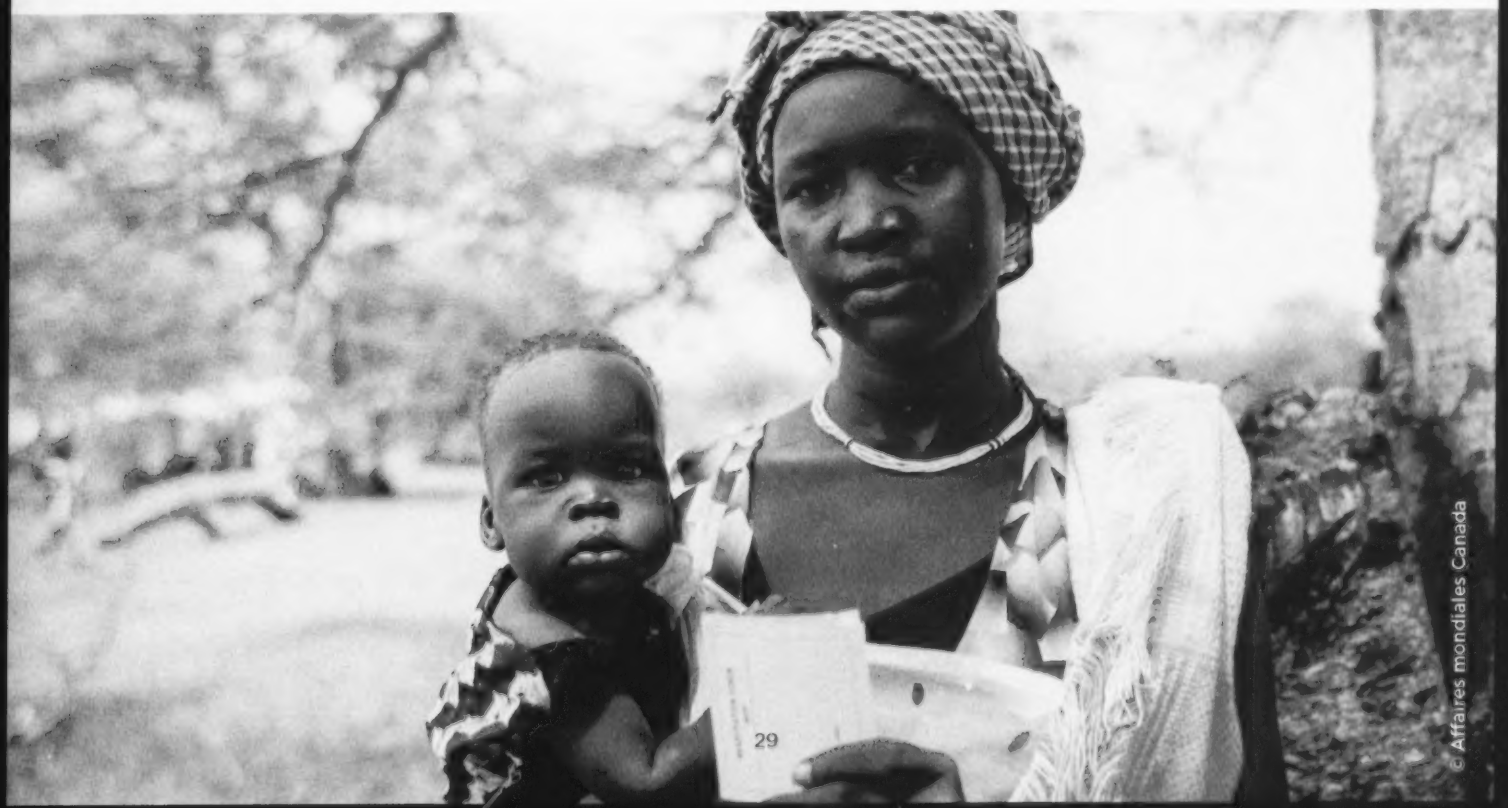
Les déplacements rapides et forcés — qui peuvent être également causés par des désastres naturels — imposent un fardeau énorme aux collectivités et aux pays qui accueillent les réfugiés. Ainsi, 5 des 10 principaux pays qui accueillent des réfugiés sont situés en Afrique subsaharienne, là où la capacité à fournir les biens et services publics adéquats est déjà limitée[45]. Répondant surtout à des déplacements de grande ampleur, la demande d'aide humanitaire des Nations Unies a été multipliée par 10 en 25 ans, passant de 2,7 milliards de dollars en 1992 à 22,2 milliards de dollars en 2017[46].

Lors du premier Sommet humanitaire mondial en 2016, la communauté internationale s'est engagée à modifier la façon dont l'aide humanitaire est fournie. De son côté, le Canada a promis d'offrir un financement plus souple et plus prévisible pour répondre à des crises humanitaires, notamment par le biais d'un financement pluriannuel et non alloué pour les crises à long terme.

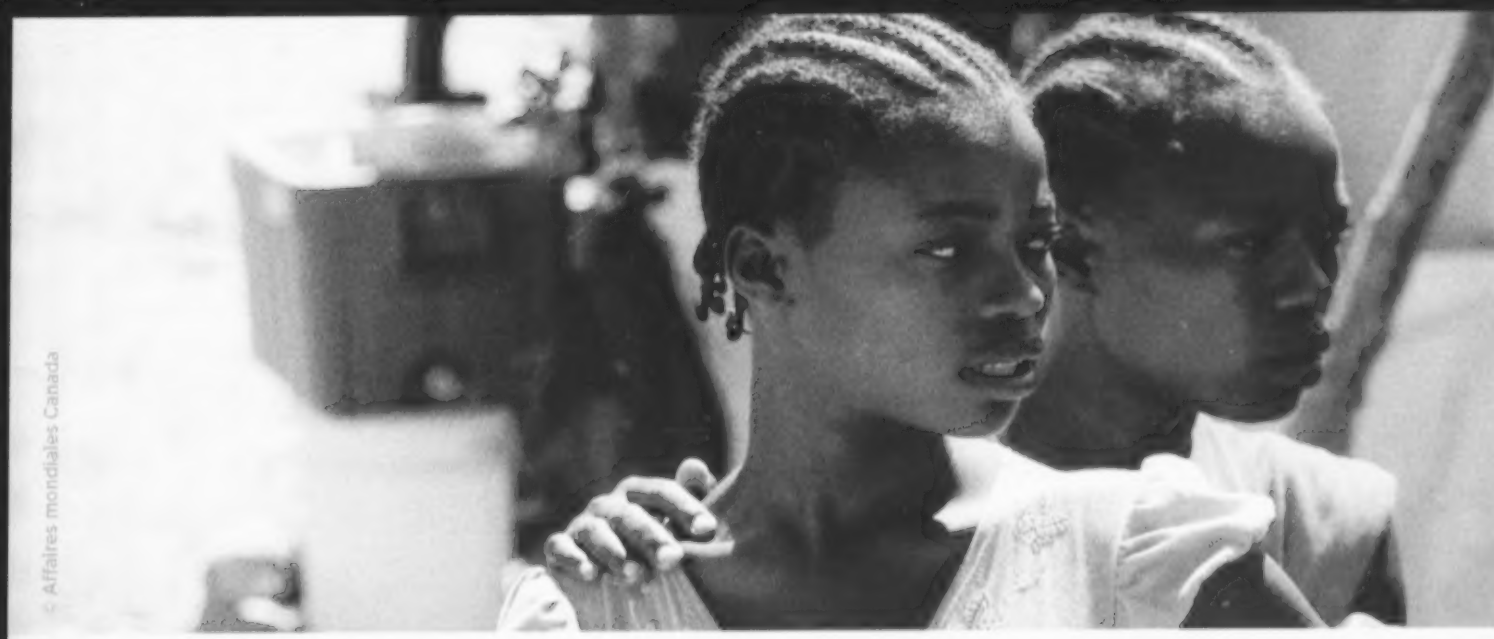
En cas de crise humanitaire, les femmes et les filles assument une lourde charge sur le plan des responsabilités familiales et communautaires. Elles sont également plus à risque d'être exposées à l'exploitation, aux mauvais traitements et à la violence, y compris la violence sexuelle, et ont peu de protection et des recours juridiques limités. Environ une femme réfugiée ou déplacée sur cinq a subi un acte de violence sexuelle, et ce chiffre est probablement sous-estimé de par les obstacles associés à la divulgation.

En raison des risques spécifiques que les crises humanitaires entraînent pour les femmes et les filles, le Canada s'est également engagé à augmenter son aide pour les femmes et les filles à l'appui des interventions humanitaires et des groupes locaux qui fournissent de l'aide d'urgence, y compris les organisations locales d'aide aux femmes.

Dans les situations de crises, les femmes et les filles sont également de puissantes agentes de changement. Elles sont souvent les mieux placées pour assumer des rôles de chefs de file, définir les priorités et avoir une influence en faveur d'une réponse humanitaire plus efficace. Lorsque les femmes et les filles participent à la planification et à la mise en œuvre de l'aide humanitaire, de meilleurs résultats humanitaires globaux sont obtenus. Les efforts déployés préparent du même coup les femmes à prendre en charge le redressement et la reconstruction d'après-crise.



© Affaires mondiales Canada



© Affaires mondiales Canada

FAITS SAILLANTS

ACTION HUMANITAIRE

- Les grossesses et les naissances représentent des risques spécifiques liés aux femmes et aux filles pendant les crises humanitaires. On estime que dans ces conditions, 500 femmes et filles meurent à la suite de complications liées à la grossesse et à l'accouchement[47].
- Une étude menée en Haïti après le tremblement de terre de 2010 a permis de déterminer que le nombre de grossesses était trois fois plus élevé dans les camps pour les femmes déplacées à l'intérieur de leur pays, comparativement à la moyenne urbaine avant la crise. Environ les deux tiers de ces grossesses n'étaient pas voulues ou planifiées[48].
- Les études ont démontré que le fait d'accorder la priorité aux femmes et aux filles dans la distribution de l'aide alimentaire pendant les crises humanitaires contribue à une meilleure diversité alimentaire et à une diminution de la prévalence de la faim[49].

Par exemple, à la suite du passage du typhon Haiyan aux Philippines en 2013, les femmes ont joué un rôle central dans le processus de relèvement et de reconstruction en orientant le programme de refuge d'urgence et en prenant des décisions importantes pour leur foyer (traditionnellement l'apanage des hommes). Grâce à l'appui du Canada, les femmes ont travaillé en étroite collaboration avec les charpentiers afin d'offrir de l'aide en priorité aux femmes et aux groupes vulnérables, et d'assurer que les personnes aidées participaient à la prise de décisions sur les réparations et la reconstruction. Les femmes locales ont indiqué se sentir beaucoup moins impuissantes grâce à l'information qu'elles ont reçue sur les façons de rendre leur maison plus sécuritaire.

Le Canada est reconnu comme un leader dans l'aide humanitaire fournie aux populations touchées par des conflits et des catastrophes naturelles, et il continuera de soutenir des interventions humanitaires rapides, fondées sur les principes humanitaires et les besoins, afin de sauver des vies, d'alléger la souffrance et de préserver la dignité des populations touchées.

En misant sur les cadres d'intervention humanitaire existant dans le monde et sur les directives s'y rattachant, le Canada demandera à ses partenaires humanitaires d'investir dans la collecte et l'analyse de données ventilées selon le genre. Ainsi, il sera possible d'offrir des interventions plus efficaces et inclusives aux crises humanitaires, tout en tenant compte des besoins uniques des femmes et des filles et en y répondant.

AFIN D'AMÉLIORER L'AIDE OFFERTE AUX PERSONNES QUI EN ONT BESOIN PENDANT LES CRISES HUMANITAIRES ET DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS UNIQUES DES FEMMES ET DES FILLES, LE CANADA...

... aidera à renforcer les stratégies de prévention et d'intervention en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre pendant les crises humanitaires. Le Canada consacrera une partie de son aide humanitaire à la thérapie et à l'aide psychosociale offertes à ceux qui en ont besoin. Le Canada intensifiera aussi son leadership dans le cadre de l'appel à l'action mondiale pour la protection contre la violence sexuelle et fondée sur le genre en situation d'urgence afin de prendre des mesures plus poussées pour assurer la sécurité des gens et aider les survivants à rebâtir leur vie.

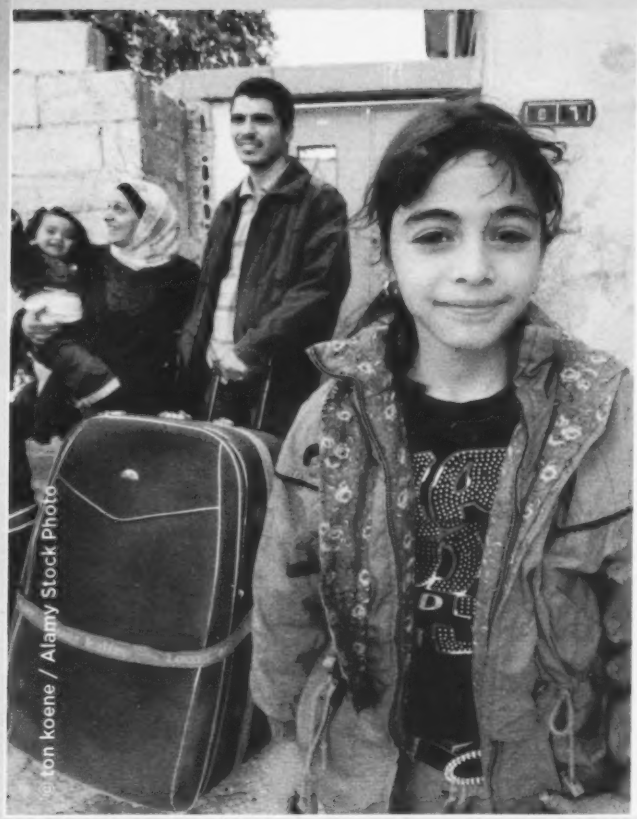
... plaidera en faveur des principes humanitaires et du droit international humanitaire, notamment en mettant en lumière les facteurs des crises humanitaires qui représentent des défis uniques aux femmes et aux filles. Dans le but de s'assurer que les besoins des femmes et des filles sont mieux compris et comblés, et de faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne à ceux qui en ont le plus besoin, le Canada incitera fermement les acteurs humanitaires à utiliser des données ventilées selon le genre et l'âge. Le Canada continuera également à demander un accès sûr et sans entrave pour les travailleurs humanitaires.

... appuiera toute la gamme des besoins en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles pendant les interventions humanitaires. Cette mesure est importante, car les besoins des femmes et des filles sont souvent négligés pendant les crises humanitaires, ce qui fait que les femmes et les adolescentes sont plus à risque d'avoir des complications qui mettent leur vie en danger. Le Canada s'assurera que son financement humanitaire est régi par des dispositions à l'appui des besoins des femmes et des filles en matière de santé sexuelle et reproductive. Il soulignera également l'importance de ce type d'aide ciblée auprès des partenaires internationaux et lors d'événements internationaux dans le système humanitaire.

... aidera à renforcer la capacité des groupes de femmes locaux et nationaux à apporter leur aide dans les situations d'urgence humanitaire et à répondre aux besoins particuliers des femmes auxquels on n'a pas répondu. Les acteurs locaux jouent un rôle essentiel pour fournir une réponse rapide en cas d'urgence et pour soutenir la reprise continue des communautés. Le Canada collaborera avec les groupes locaux et nationaux d'aide aux femmes pour qu'ils assurent la participation des femmes et des filles à la conception, à l'exécution et à la surveillance des initiatives humanitaires.

NOTRE POLITIQUE EN ACTION

DIGNITÉ HUMAINE POUR LES FEMMES ET LES FILLES



Les hostilités en Irak ont provoqué le déplacement forcé de plus de 4,7 millions de personnes. Le conflit a été marqué par de graves violations du droit humanitaire international, y compris la violence sexuelle.

Des milliers de femmes et de filles – notamment de la minorité yézidie – ont été kidnappées et ont subi l'inimaginable aux mains de Daech. Celles qui s'échappent doivent surmonter de graves blessures et traumatismes.

Avec l'aide du Canada, 29 centres communautaires établis dans des camps de réfugiés et des collectivités du Kurdistan et d'autres régions répondent chaque année aux besoins pressants de milliers de femmes et de filles.

Les survivantes de violence sexuelle y obtiennent les services d'urgence de gynécologues et de spécialistes en santé mentale. Les femmes reçoivent des vêtements et des articles d'hygiène. Elles ont accès à des espaces réservés, où des activités thérapeutiques les aident à surmonter leur détresse physique et psychologique. Leurs enfants peuvent utiliser des espaces de jeux sécuritaires.

Les intervenants de ces centres facilitent aussi leur réintégration dans leur famille et leur collectivité. Leur retour est difficile, surtout lorsqu'elles sont enceintes ou ramènent avec elles des enfants issus de leur captivité. Avec la collaboration des autorités religieuses yézidies, qui encouragent la population à les accepter, plusieurs survivantes ont pu rentrer dans leur collectivité.

Pour certaines, c'est le début de la guérison. Pour d'autres, il faut faire plus.

Les cas de sévices sexuels graves, dont 90 % ont été commis sur des Yézidies, sont confiés à un nouveau centre spécialisé dans la ville de Duhok. Là, des services plus poussés sont offerts, y compris des soins psychiatriques et une assistance légale.

L'aide pluviannuelle du Canada permet à ses partenaires de soutenir ces femmes dans leur retour à une vie normale.

Champ d'action 3

LA CROISSANCE AU SERVICE DE TOUS

© Affaires mondiales Canada

© John Brown / Alamy Stock Photo

Le Canada soutient les femmes et les filles afin qu'elles développent leurs compétences, qu'elles accèdent à des postes de décision et qu'elles participent pleinement à la croissance économique de leurs communautés, notamment en soutenant la formation technique et professionnelle et l'entrepreneuriat. Le Canada fait aussi la promotion de l'inclusion sociale, du droit du travail, du droit à la propriété et de l'accès au financement pour les femmes.

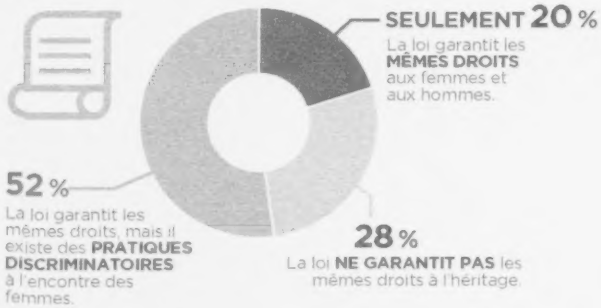
La croissance inclusive est la croissance au service de tous (ODD 8 : Travail décent et croissance économique). Elle n'est pas possible sans la pleine et égale participation des femmes en tant qu'acteurs économiques. Cela signifie qu'il faut donner aux femmes davantage d'occasions de réussir, qu'il faut accroître le contrôle qu'elles ont sur les ressources et les décisions au sein de leur foyer et qu'il faut réduire le fardeau que représente leur travail non rémunéré, y compris la garde des enfants.

Le renforcement du pouvoir des femmes pour qu'elles deviennent des participantes à part entière de la vie économique de leurs familles et de leurs collectivités peut mener à une croissance économique générale et entraîner des changements durables. Au cours des 25 dernières années, la croissance économique de pays en développement a contribué à tirer de la pauvreté extrême plus de 1 milliard de personnes[50].

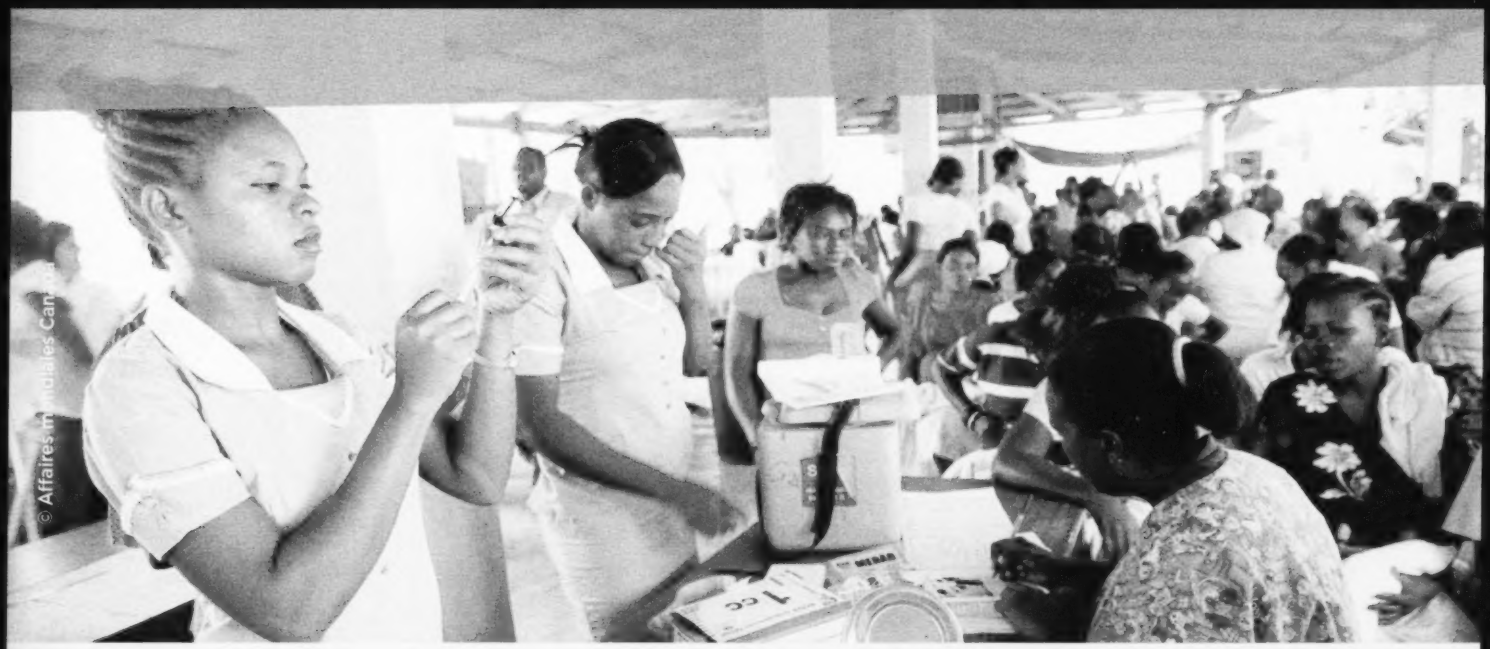
Lorsque les femmes sont en mesure d'exploiter leur plein potentiel économique — que ce soit à titre de productrices agricoles, d'employées, d'entrepreneures ou de dirigeantes d'entreprise, les économies prospèrent et les retombées de cette croissance touchent plus de personnes.

À l'échelle du foyer, les femmes autonomes sur le plan économique obtiennent leur indépendance et élèvent des enfants plus en santé et mieux éduqués[51]. Par rapport aux hommes, elles consacrent une plus grande partie de leurs revenus à leurs familles[52].

Les lois statutaires et coutumières existantes restreignent l'accès des femmes à des biens

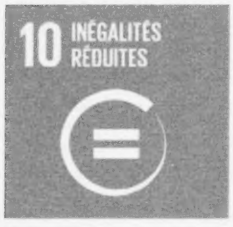


Source : Division de la statistique de l'ONU



Pour veiller à ce que les femmes et les filles soient en mesure de profiter pleinement des possibilités économiques, elles doivent pouvoir prendre leurs propres décisions en matière de santé sexuelle et reproductive, et décider si, quand et avec qui elles vont fonder une famille ou élargir celle-ci.

Pour que les femmes puissent contribuer également à la croissance économique, elles doivent aussi avoir un accès et un contrôle accrus à des biens comme des terres, des logements et des immobilisations, et doivent avoir des droits en matière d'emploi et des protections sociales contre les situations d'emploi précaire[53]. En raison d'un accès limité à des services financiers — comme les banques, le crédit et les assurances, il est difficile pour les ménages pauvres de se remettre d'événements comme une mauvaise récolte ou une crise sanitaire. L'accès limité à des services financiers essentiels entraîne également une perte d'occasions économiques, plus particulièrement pour les petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes[54].



Enfin, l'égalité des genres peut présenter des avantages pour le secteur privé, qui est responsable de la création de 9 emplois sur 10 dans les pays émergents et en développement[55]. Lorsque les entreprises mettent fin aux préjugés implicites et aux conditions de travail dangereuses, lorsqu'elles assurent l'égalité salariale et mettent en place des politiques favorables à la famille ainsi que des régimes de travail souples pour son personnel féminin, et lorsqu'elles permettent une participation accrue des femmes au processus de prise de décisions au sein de l'entreprise, la productivité augmente.

Les entreprises gagnent également à intégrer les femmes et les entreprises détenues par des femmes dans leurs chaînes d'approvisionnement. Plus d'un dirigeant du secteur privé sur trois fait état d'une augmentation des profits à la suite d'efforts visant le renforcement du pouvoir des femmes sur les marchés émergents.

Le Canada reconnaît l'importance d'une pleine participation des femmes dans la prise de décisions d'ordre économique et est déterminé à aider à améliorer les possibilités offertes aux femmes. Cela comprend de l'aide aux femmes en milieu rural dans le domaine de l'agriculture intelligente face au climat, ainsi qu'un appui à des initiatives de formation technique et professionnelle et de soutien à l'entrepreneuriat des femmes. De plus, le Canada s'efforcera de soutenir une plus grande inclusion financière, un meilleur accès à de bons emplois bien rémunérés ainsi que des droits du travail et de propriété accrus pour les femmes. Le Canada est également prêt à aider les administrations locales à mettre sur pied les réformes de politiques nécessaires pour aborder des enjeux comme les soins et le travail non rémunérés.

FAITS SAILLANTS

LA CROISSANCE AU SERVICE DE TOUS

- 77 pays maintiennent des restrictions sur les types de travail que les femmes peuvent effectuer, limitant la capacité des femmes à contribuer à la réussite économique de leur famille et de leur collectivité[56].
- Dans le monde, seulement 50 % des femmes en âge de travailler participent à la main-d'œuvre officielle, comparativement à 75 % des hommes en âge de travailler[57].
- Une femme mariée sur trois qui vit dans un pays en développement n'exerce aucun contrôle sur les dépenses importantes du ménage, telles que l'achat de terres agricoles ou de bétail et les rénovations[58]. Il est donc difficile pour ces femmes d'exercer une influence sur l'utilisation des ressources de la famille, limitées qu'elles sont dans leur capacité de tirer avantage des biens de la famille pour obtenir un prêt ou profiter d'autres outils financiers.
- Dans les pays en développement, les femmes passent plus de trois fois plus de temps que les hommes à prodiguer des soins sans être rémunérées (4 heures et 30 minutes par jour pour une femme, et 1 heure et 20 minutes par jour pour un homme)[59].

POUR AIDER UN PLUS GRAND NOMBRE DE FEMMES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À SAISIR DAVANTAGE D'OCCASIONS DE CONTRIBUER À LEUR PROPRE RÉUSSITE ÉCONOMIQUE ET À CELLE DE LEURS COLLECTIVITÉS, LE CANADA...

... orientera son aide internationale davantage sur le renforcement du leadership économique et le renforcement du pouvoir des femmes à tous les niveaux. Il est impossible d'arriver à une croissance bénéfique pour tous si la moitié de la population est exclue des décisions économiques. L'inclusion des femmes dans la prise de décisions économiques qui façonnent leurs ménages et leurs collectivités favorise le renforcement de leur pouvoir, donne un bon exemple aux filles et aux garçons et produit de meilleurs résultats pour les familles et les collectivités. Outre les efforts qu'il déploiera, le Canada défendra l'importance de la participation économique des femmes dans les grands forums et autres rencontres internationales.

... contribuera à améliorer les débouchés économiques pour les femmes en milieu rural, de même que leur résilience. Le Canada contribuera à améliorer les revenus et la productivité des femmes grâce à une application accrue de méthodes de production alimentaire intelligentes face au climat. Nous soutiendrons les entreprises agricoles locales dirigées par des femmes, y compris les coopératives et les associations de femmes qui sont les mieux placées pour assurer la sécurité alimentaire et la viabilité économique à l'échelle locale. Nous les aiderons à élargir les activités de leurs entreprises et à accroître l'incidence de celles-ci sur les économies locales.

... fera la promotion d'une plus grande inclusion financière pour les femmes et d'un accès égal aux capitaux, aux marchés, au numérique et aux services de développement des entreprises. Les femmes subissent diverses formes de discrimination financière qui limitent leur capacité de profiter de débouchés commerciaux. Il est possible de dépasser ces limitations à l'aide d'initiatives visant à améliorer l'accès et à faire de la sensibilisation au sujet de ces services. De plus, le Canada encouragera l'octroi de prêts aux femmes entrepreneures par l'intermédiaire de l'institut de financement du développement du Canada.

... fera la promotion des droits économiques des femmes et favorisera leur accès à un emploi décent. Pour ce faire, il défendra les droits des femmes au travail, à la terre, à la succession et à la propriété en appuyant la réforme des lois et des règlements imposant des restrictions. Le Canada fera en sorte que ses programmes économiques s'attaquent à ces causes fondamentales qui ont pour effet de marginaliser les femmes et de les exclure de l'économie et qu'ils favorisent l'accès à l'emploi, conformément aux normes internationales du travail.

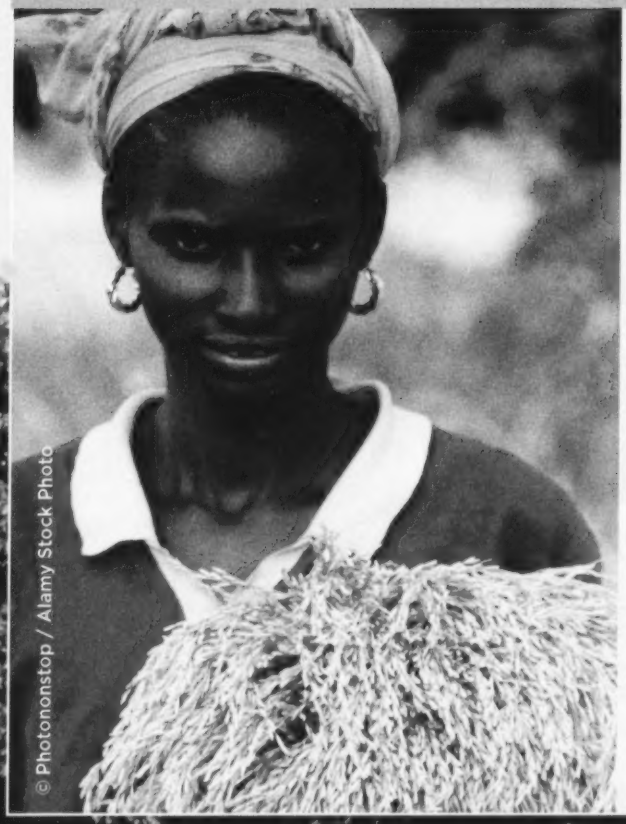
... soutiendra la formation technique et professionnelle des femmes. Nombre de femmes et de filles se trouvent malgré elles reléguées à des domaines d'études qui les destineront à des emplois inférieurs, offrant peu de possibilités d'avancement, et mal rémunérés. Le Canada soutiendra la formation qui ouvre de nouvelles possibilités, encourage l'entrepreneuriat et donne aux femmes les connaissances financières dont elles ont besoin pour réussir.

... contribuera à diminuer le travail non rémunéré et à alléger la charge des soins qui pèse sur les épaules des femmes de manière disproportionnée. Les femmes et les filles continuent d'effectuer le plus gros du travail lié à la prestation des soins, ce qui peut mener à des revenus inférieurs et à des débouchés économiques limités. Pour relever ces défis, le Canada soutiendra les réformes politiques, l'amélioration de la protection sociale et un partage des responsabilités relatives aux travaux domestiques et aux soins.

James Crichfield / Alamy Stock Photo

NOTRE POLITIQUE EN ACTION

DES SÉNÉGALAISES S'ÉMANCIPENT



© Photononstop / Alamy Stock Photo

Au Sénégal, les femmes représentent plus des deux tiers de la main-d'œuvre agricole et assurent plus de 80 % de la production alimentaire. Elles ont pourtant peu accès aux terres et aux technologies adaptées et sont davantage touchées par la pauvreté et la malnutrition.

La charge de travail des femmes dans les ménages limite leur disponibilité pour des activités lucratives comme l'apiculture. Dans le village de Saré Souma en Casamance, une organisation de promotion des femmes a relevé ce défi.

Avec l'appui du Canada, ces femmes ont obtenu des ruches innovantes, de l'équipement spécialisé et un puits

© Photononstop / Alamy Stock Photo

équipé. Elles ont appris de nouvelles techniques de récolte et de traitement du miel. Elles ont aussi été formées en gestion administrative et financière, et en leadership.

À force de travail acharné et de ténacité, elles ont fait de leur région un haut lieu de production de miel au Sénégal.

Encouragées par le succès obtenu, les femmes ont élargi le projet pour y inclure des mangues, des noix de cajou et des fruits forestiers. Au total, 4 560 femmes ont acquis des connaissances leur permettant d'adopter des technologies agricoles vertes, plus performantes et respectueuses des forêts environnantes, comme des séchoirs améliorés et des combustibles alternatifs.

En quelques années, les agricultrices de la Casamance ont diversifié et accru leur production et leurs revenus. Certaines ont pu créer des emplois, financer les études de leurs enfants et acquérir des maisons mieux construites. À Saré Souma, des femmes ont financé la réfection du puits communal et l'achat de pupitres pour l'école.

Outre une meilleure autonomie financière, assurée par le succès de leur entreprise, ces femmes ont acquis une position sociale plus égalitaire, dans leur famille et leur collectivité. Elles sont maintenant actives au sein de regroupements agroalimentaires régionaux et en politique municipale.

Champ d'action 4

L'ENVIRONNEMENT ET L'ACTION POUR LE CLIMAT

© Joerg Boethling / Alamy Stock Photo

© Riccardo Mayer / Shutterstock

Le Canada est déterminé à aider les collectivités les plus vulnérables à s'adapter aux changements climatiques, à en atténuer les impacts et, en tirant profit des investissements du secteur privé, à faciliter la transition vers une économie à faible émission en carbone. Le Canada apporte son soutien aux femmes afin d'améliorer la résilience de leurs cultures, leur accès à l'eau et à d'autres ressources naturelles ainsi que leur participation à la prise de décisions en matière d'environnement ainsi qu'au secteur de l'énergie renouvelable.

Les collectivités de partout dans le monde, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, subissent les effets déstabilisateurs des changements climatiques de manière spectaculaire et coûteuse. Les changements climatiques s'accompagnent d'une vaste gamme de défis à surmonter : hausse du niveau de la mer, inondations, vagues de chaleur, sécheresses, désertification, manque d'eau et propagation de maladies tropicales et à transmission vectorielle (maladies transmises par un organisme vivant à un autre, par exemple par des piqûres de moustique).

Les femmes et les filles sont particulièrement à risque devant ces menaces. La rareté des ressources nécessaires pour faire face à ces défis — en particulier le manque d'eau potable — jumelée au déséquilibre entre les responsabilités des hommes et des femmes au sein des ménages font en sorte que les changements climatiques ont une incidence disproportionnée sur les femmes et les filles[60].

Les femmes et les filles sont souvent les principales productrices des aliments et les responsables de l'approvisionnement en eau et en combustible pour le chauffage et la cuisson[61]. Lorsque l'approvisionnement devient plus imprévisible et que les ressources deviennent insuffisantes en raison, par exemple, de conditions météorologiques extrêmes, les femmes et les filles doivent consacrer plus de temps et d'énergie à s'occuper des besoins domestiques de base, comme cultiver des aliments et s'approvisionner en eau et en combustible[62].

2,65
MILLIARDS
DE DOLLARS
AU FINANCEMENT
de la lutte contre les changements climatiques pour aider
LES PAYS LES PLUS VULNÉRABLES
à s'adapter aux changements climatiques d'ici **2020-2021**

Le Canada reconnaît l'importance de s'attarder aux enjeux liés à l'eau, notamment l'accès durable à de l'eau potable, la mise en place de systèmes d'assainissement et d'hygiène adéquats, et la gestion intégrée des ressources en eau. Ces enjeux sont essentiels pour des millions de personnes dans le monde, et ils touchent tous les champs d'action de la nouvelle politique d'aide internationale féministe. Comme la rareté de l'eau peut devenir une source de tensions et de conflits, s'attaquer aux défis liés à l'eau est également important pour nos actions en matière de paix et de sécurité.

Souvent, les femmes n'ont pas suffisamment de fonds pour compenser les pertes causées par les intempéries et ne jouissent pas d'un accès égal aux techniques susceptibles d'aider les familles et les collectivités à s'adapter aux changements climatiques. Lorsqu'elles ont un meilleur accès aux ressources et aux techniques résistantes aux intempéries, les femmes et les filles sont en mesure d'accorder plus de temps à l'éducation, au travail rémunéré, à la participation à la vie politique et publique, et aux loisirs, autant d'activités qui améliorent la qualité de la vie de toute une collectivité.

Il est particulièrement important que les femmes et les filles — ayant un intérêt direct à ce que les contrecoups des changements climatiques soient atténués — aient un rôle actif à jouer dans la conception et le développement de réponses stratégiques aux changements climatiques.

© Affaires mondiales Canada

Le Canada est résolu à lutter contre les changements climatiques et ses répercussions (ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Le Canada consacre donc 2,65 milliards de dollars au financement de la lutte contre les changements climatiques pour aider les pays les plus vulnérables à s'adapter aux changements climatiques, à atténuer les effets de ceux-ci et à faire la transition pour devenir des économies qui produisent peu de carbone et qui sont résilientes face aux changements climatiques.

FAITS SAILLANTS

ENVIRONNEMENT ET ACTION POUR LE CLIMAT

- Dans une seule journée, les femmes de 25 pays de l'Afrique subsaharienne consacrent en tout 16 millions d'heures à aller chercher de l'eau pour leur famille[63].
- Les filles dans les ménages qui cuisinent avec des combustibles produisant de la pollution au carbone (bois, fumier, charbon de bois) passent en moyenne 18 heures par semaine à trouver du combustible, comparativement à 5 heures par semaine pour les ménages qui utilisent des carburants plus propres, tels que le biogaz, l'éthanol ou l'électricité produite à partir de sources renouvelables comme le vent et le soleil[64].
- Sans action contre les changements climatiques, 100 millions de personnes pourraient être acculées à la pauvreté d'ici 2030.
- L'inaction face aux changements climatiques aurait un effet économique cumulatif; la perte cumulée potentielle du PIB mondial atteindra 72 000 milliards de dollars d'ici 2060[65].

CONSCIENT QUE LES FEMMES ET LES FILLES SONT AFFECTÉES DE MANIÈRE PARTICULIÈRE PAR LES EFFETS DÉVASTATEURS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LE CANADA...

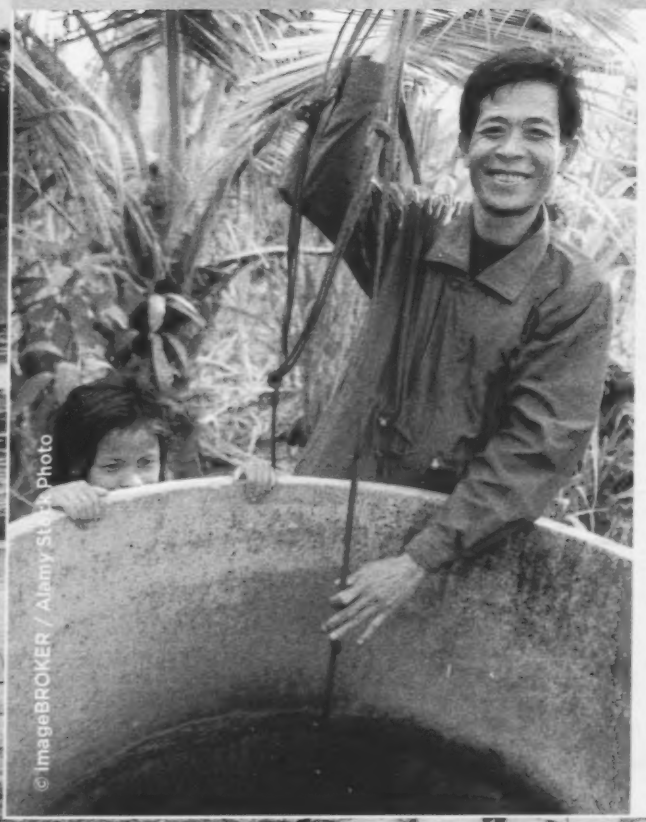
... soutiendra le leadership et la prise de décisions des femmes dans les initiatives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, dans le renforcement de leur capacité de résistance, et à l'égard de la gestion de ressources naturelles durables. Pour ce faire, le Canada demandera que les femmes participent activement à la conception et à la mise en œuvre de toute initiative d'adaptation aux changements climatiques ou d'atténuation de leurs effets qui est financée entièrement ou en partie par le gouvernement du Canada.

... veillera à ce que les efforts de planification, d'élaboration de politiques et de financement du gouvernement en matière de climat reconnaissent les défis particuliers auxquels les femmes et les filles sont confrontées. Cette approche sera appliquée à toutes les initiatives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, y compris celles mises au point à l'aide de partenariats avec des gouvernements locaux, des membres de la société civile, le secteur privé et les institutions financières.

... soutiendra la création d'emplois et les occasions d'affaires pour les femmes dans le secteur de l'énergie renouvelable. Dans de nombreux pays en développement, l'énergie est d'abord la responsabilité des femmes et des filles, surtout dans les régions rurales. Le Canada soutiendra l'utilisation accrue de l'énergie renouvelable, créera des débouchés pour les femmes dans ce secteur et fera en sorte que le financement en matière de climat soit également accessible aux initiatives et aux entreprises dirigées par des femmes. Pour ce faire, le Canada aura recours à des programmes donnant aux femmes entrepreneures un accès accru à l'information et aux services sur les occasions d'affaires concernant l'énergie renouvelable.

NOTRE POLITIQUE EN ACTION

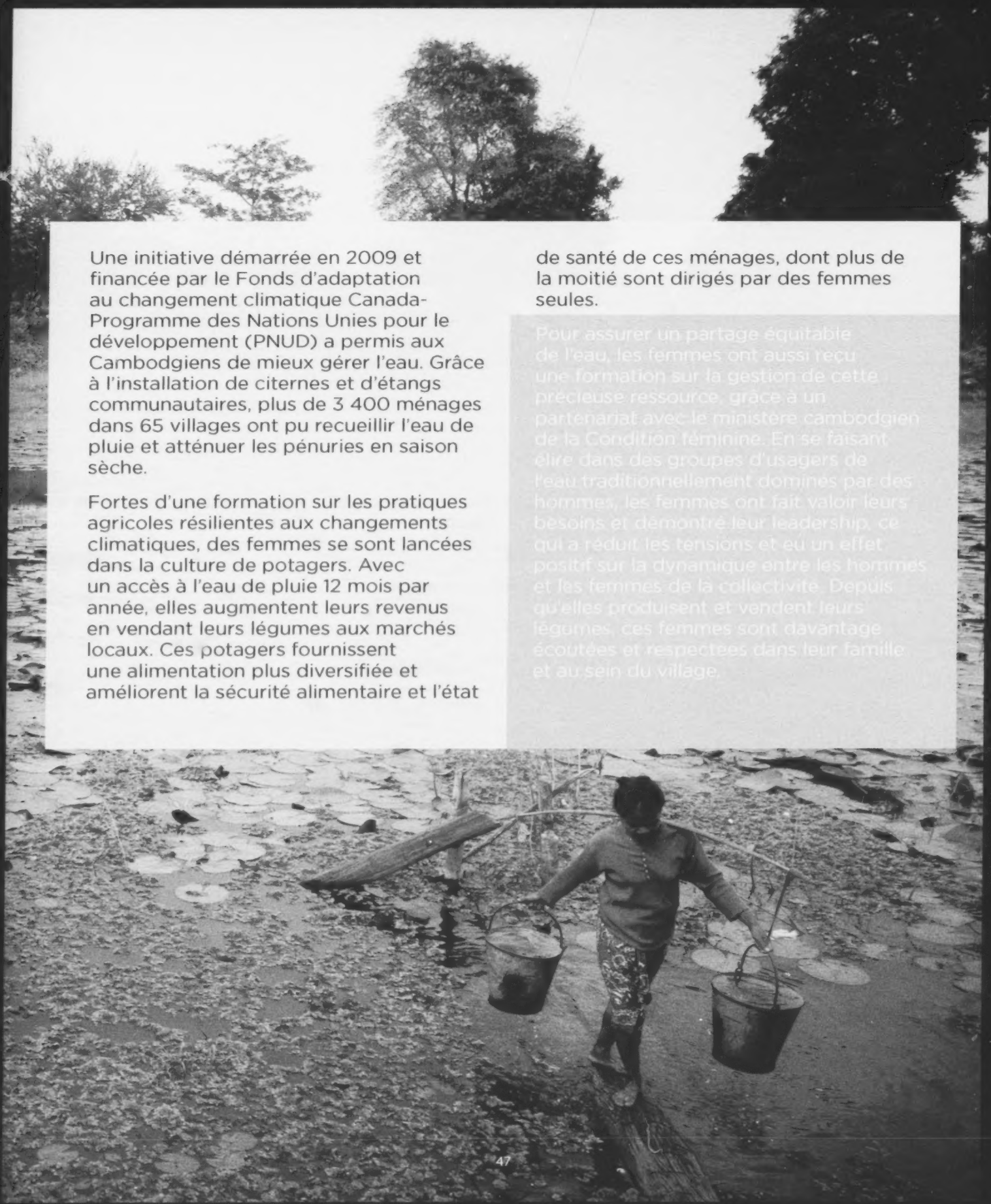
RÉCUPÉRATION DE L'EAU DE PLUIE AU CAMBODGE



© imageBROKER / Alamy Stock Photo

Les changements climatiques accentuent la rareté de l'eau, notamment au Cambodge, pays fortement affecté par la sécheresse. En période de pénurie, l'accès inégal à l'eau est une source de conflits entre les hommes et les femmes. Alors que ces dernières l'utilisent surtout à la maison, les hommes s'en servent pour générer des revenus, au moyen de l'agriculture commerciale ou de l'élevage du bétail.

© Craig Stennett / Alamy Stock Photo



Une initiative démarrée en 2009 et financée par le Fonds d'adaptation au changement climatique Canada-Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a permis aux Cambodgiens de mieux gérer l'eau. Grâce à l'installation de citernes et d'étangs communautaires, plus de 3 400 ménages dans 65 villages ont pu recueillir l'eau de pluie et atténuer les pénuries en saison sèche.

Fortes d'une formation sur les pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques, des femmes se sont lancées dans la culture de potagers. Avec un accès à l'eau de pluie 12 mois par année, elles augmentent leurs revenus en vendant leurs légumes aux marchés locaux. Ces potagers fournissent une alimentation plus diversifiée et améliorent la sécurité alimentaire et l'état de santé de ces ménages, dont plus de la moitié sont dirigés par des femmes seules.

Pour assurer un partage équitable de l'eau, les femmes ont aussi reçu une formation sur la gestion de cette précieuse ressource, grâce à un partenariat avec le ministère cambodgien de la Condition féminine. En se faisant élire dans des groupes d'usagers de l'eau traditionnellement dominés par des hommes, les femmes ont fait valoir leurs besoins et démontré leur leadership, ce qui a réduit les tensions et eu un effet positif sur la dynamique entre les hommes et les femmes de la collectivité. Depuis qu'elles produisent et vendent leurs légumes, ces femmes sont davantage écoutées et respectées dans leur famille et au sein du village.

Champ d'action 5

LA GOUVERNANCE INCLUSIVE

© zakir hossain chowdhury zakir / Alamy Stock Photo

© PJF Military Collection / Alamy Stock Photo

Le Canada croit fermement que la démocratie, la gouvernance responsable, le pluralisme pacifique et les droits de la personne sont des éléments déterminants pour la paix et le développement. Le Canada appuie la gouvernance inclusive en investissant dans la défense des droits des femmes, leur participation à la vie politique, le renforcement de leur pouvoir juridique et leur accès à la justice ainsi qu'en aidant à rendre l'environnement plus favorable à la participation de la société civile.

Tout comme une croissance inclusive est une croissance au service de tous, la gouvernance inclusive est une gouvernance qui sert efficacement et engage tous les citoyens, sans égard à leur genre ou à toute autre facette distinctive de leur identité. Une gouvernance inclusive est essentielle à l'atteinte de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

Les problèmes de gouvernance sont souvent complexes et profondément enracinés dans la société dans laquelle évoluent les citoyens. Les politiques, les lois, les procédures, les normes, les croyances, les pratiques et les comportements qui entretiennent les inégalités entre les genres sont souvent difficiles à remettre en question et à changer.

Pour cette raison, les défenseurs de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles doivent porter une attention spéciale à la façon dont s'entrecoupent les droits de la personne, l'état de droit et la participation à la vie politique.

Droits de la personne

Les droits des femmes sont des droits de la personne et ce sont des droits universels — ce qui signifie que les droits qui sont accordés aux hommes doivent l'être aux femmes, sans exception.

Malgré l'adhésion à l'échelle mondiale à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée en 1979, la discrimination et les préjugés sociaux solidement ancrés contre les femmes et les filles continuent de freiner leur participation et leur avancement dans les

Le Canada consacrera
150 MILLIONS
de dollars sur cinq ans
afin d'appuyer les
ORGANISMES LOCAUX QUI DÉFENDENT LES DROITS DES FEMMES

© Jake Lyell / Alamy Stock Photo

sphères économique, sociale et politique. De plus, les femmes font souvent face à une discrimination intersectionnelle, y compris sur la base des aspects de leur identité personnelle, notamment leur race, leur origine ethnique, leur religion, leur langue, leur orientation sexuelle, leur identité sexuelle, leur âge, leurs compétences ou leur statut d'immigrante ou de réfugiée.

Les femmes sont aussi victimes de violence, d'exploitation et d'agression dans une mesure disproportionnée. La violence sexuelle et sexiste est l'une des formes d'agression les plus répandues dans le monde, et sa fréquence fait obstacle à la paix et au développement[66]. Plusieurs pays négligent de faire enquête sur des crimes à caractère sexuel et sexiste et d'engager des poursuites, et offrent une aide limitée aux femmes et aux filles qui survivent à des violations des droits de la personne[67].

État de droit

La discrimination à l'endroit des femmes et des filles s'étend souvent au-delà des normes et des pratiques dans la société et se trouve enchâssée dans les politiques et les lois[68]. Tant qu'elles ne bénéficieront pas d'une protection entière et égale garantie en vertu de la loi, il est vain de penser que les femmes et les filles pourront prétendre à une véritable égalité des genres et à un renforcement permanent de leur pouvoir. Il s'agit ici des droits égaux en matière de mariage, de divorce, de succession et de propriété foncière.

Une réforme du système judiciaire s'avère aussi nécessaire pour que les femmes et les filles aient un accès égal à la justice, y compris une protection égale de leurs droits de la part des institutions de l'État représentées par les policiers, les procureurs, les juges et les tribunaux. En particulier, des mesures spéciales pourraient être nécessaires pour protéger et soutenir les défenseurs des droits des femmes qui sont la cible continuelle de gestes d'intimidation, de violence et d'agression.

On ne peut aspirer à une véritable justice pour les survivantes de violence sexuelle et sexiste lorsque les coupables ne sont pas tenus responsables. Les gouvernements — et en particulier les systèmes policiers et judiciaires — ont besoin de plus de moyens pour renforcer les lois et les services afin que les coupables puissent vraiment répondre de leurs crimes sexuels.

Démocratie et participation à la vie politique

Selon le Global Gender Gap Report (rapport sur la disparité mondiale entre les sexes) de 2015, le domaine où l'écart entre les sexes est le plus tenace est celui de la participation à la vie politique. Les femmes doivent

surmonter un double obstacle : non seulement elles doivent franchir des barrières importantes pour arriver à des postes de dirigeante, mais il leur est souvent difficile d'exercer une véritable influence lorsqu'elles y sont.

Les femmes sont souvent assujetties à des lois discriminatoires et visées par des attitudes négatives et des stéréotypes qui freinent ou limitent leur participation politique[69]. De plus, elles subissent souvent de l'intimidation et de la violence lorsqu'elles défendent leurs droits politiques dans la sphère publique[70].

Bien que le pourcentage de femmes parlementaires dans le monde ait presque doublé au cours des deux dernières décennies, peu d'entre elles arrivent à se hisser aux plus hauts sommets, et le nombre de femmes occupant des postes de chef d'État et de gouvernement demeure faible[71].

Malgré leur faible nombre, les leaders politiques féminins, à tous les niveaux, jouent un rôle important pour faire tomber les obstacles qui nuisent à la réussite des femmes et des filles dans toutes les sphères de l'existence, et non seulement dans la sphère politique[72]. En donnant l'exemple, elles transforment les attitudes à l'égard des rôles des femmes dans la société et à la maison, et leur présence au gouvernement se traduit aussi par une meilleure prise de décisions. Lorsque les femmes et les filles participent pleinement à la vie publique, au monde des affaires et au gouvernement, la prise de meilleures décisions améliore la qualité de vie de tous les citoyens.

De leur côté, les gouvernements tirent également des avantages lorsqu'ils accordent une protection juridique convenable et qu'ils réforment les lois et les règlements discriminatoires qui limitent la participation entière et égale des femmes au marché du travail. En développant des pratiques d'approvisionnement et de gestion du secteur public qui sont adaptées aux employées et aux entreprises appartenant à des femmes, les gouvernements encouragent à la fois une participation accrue des femmes à la vie économique et une croissance économique plus forte.

FAITS SAILLANTS

GOUVERNANCE INCLUSIVE

- En 2015, à peine le cinquième des parlementaires dans le monde était des femmes (22 %)[73].
- De plus, en 2015, 17 % des postes de ministres étaient occupés par des femmes[74].

© ephotocorp / Alamy Stock Photo

POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE QUI SERT MIEUX LES CITOYENS, RESPECTE LES DROITS DE LA PERSONNE, CONSOLIDE L'ÉTAT DE DROIT ET ENCOURAGE UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION À LA VIE PUBLIQUE DES FEMMES ET DES FILLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, LE CANADA...

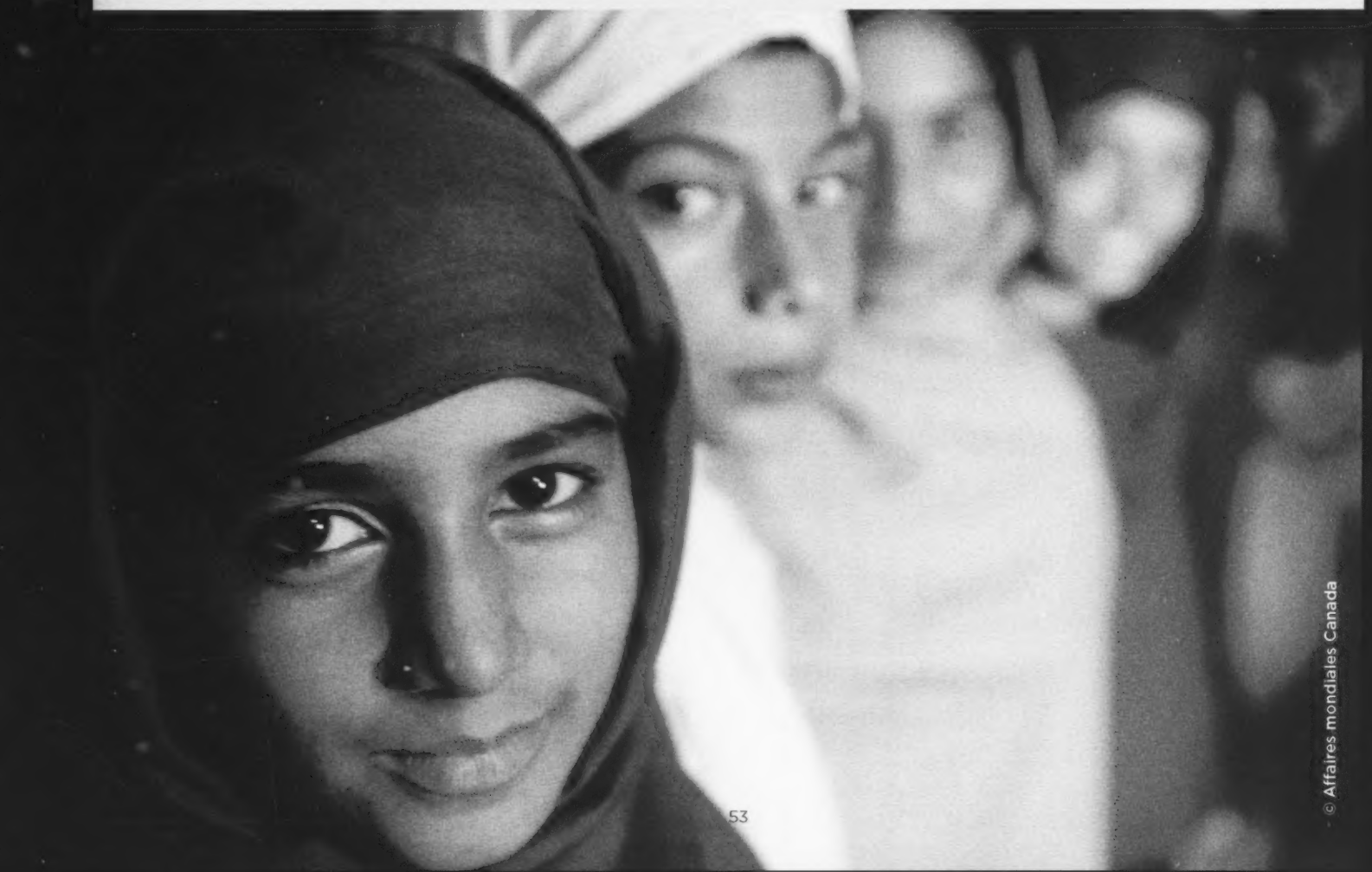
... aidera à renforcer le leadership des femmes et leur pouvoir décisionnel en matière de gouvernance et de gestion publique à tous les niveaux. L'appui apporté aux politiciennes pour qu'elles mettent en œuvre des réformes et des lois adaptées selon le genre garantira que les intérêts de groupes plus marginalisés, notamment les femmes, sont inclus dans la prise de décisions en matière de gouvernance. Le Canada soutiendra une plus grande participation des femmes à la vie politique, y compris les jeunes femmes et les femmes marginalisées, au moyen de programmes de formation destinés aux candidates et d'un soutien à l'éducation civique fondée sur les différences entre les genres.

... aidera à renforcer les systèmes judiciaires et encouragera les réformes visant à éliminer toutes les formes de discrimination contre les femmes et les filles. Pour ce faire, le Canada appuiera les actions de sensibilisation et les programmes qui s'attaquent aux lois discriminatoires empêchant les femmes de jouir de leurs droits économiques, politiques et sociaux.

... améliorera l'accès à la justice pour les femmes et les filles. Les femmes et les filles ont droit à un accès entier à la justice et une protection égale en droit. Le Canada soutiendra les initiatives qui aident les femmes à mieux comprendre leurs droits juridiques et à améliorer leur accès à la justice, car l'absence de poursuite contre les auteurs de crimes violents commis contre des femmes et des filles constitue un déni de justice. Le Canada contribuera également à augmenter la capacité des gouvernements, en particulier les systèmes policiers et judiciaires, à renforcer les lois et les services, et à amener les coupables à répondre de leurs crimes à caractère sexuel et sexiste.

... appuiera la protection des défenseurs des droits des femmes. Ces défenseurs sont souvent la cible d'actes de violence, d'intimidation et de menaces qui mettent leur vie en danger. Le Canada écoutera leurs doléances et défendra leur sécurité, ainsi que leur capacité à poursuivre leur travail vital pour une plus grande égalité des genres.

... appuiera les efforts et renforcera les capacités des gouvernements à tous les niveaux pour s'assurer que les services publics répondent mieux aux besoins et au potentiel des femmes et des filles. Le Canada aidera les gouvernements et les fonctionnaires à recueillir et à analyser des données probantes et des données ventilées en fonction du genre de façon à améliorer le processus décisionnel et à mettre en œuvre des initiatives qui répondent aux possibilités et aux besoins particuliers des femmes et des filles (notamment par la budgétisation en fonction des sexospécificités). Le Canada aidera également les administrations à tous les paliers (national, d'État ou provincial et municipal) à faire participer réellement les femmes et les filles aux processus décisionnels, notamment lorsque les décisions ont trait aux ressources.



© Affaires mondiales Canada

NOTRE POLITIQUE EN ACTION

PLUS DE FEMMES AU POUVOIR

© Hero Images Inc. / Alamy Stock Photo

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à fréquenter l'université. Pourtant, leur participation au marché du travail est inférieure de moitié à la moyenne mondiale. Les femmes n'occupent que 18 % des sièges parlementaires et peu d'entre elles accèdent à des postes d'influence où elles peuvent participer aux décisions qui touchent la vie des femmes et des filles.

En politique, la représentation féminine est un catalyseur de changement. Le leadership des femmes donne lieu à des réformes gouvernementales bénéfiques pour tous : services de santé et d'assainissement, lois sur l'égalité des genres, congés parentaux, et élimination

© Leif Stenberg / Shutterstock

de la violence sexuelle et fondée sur le genre.

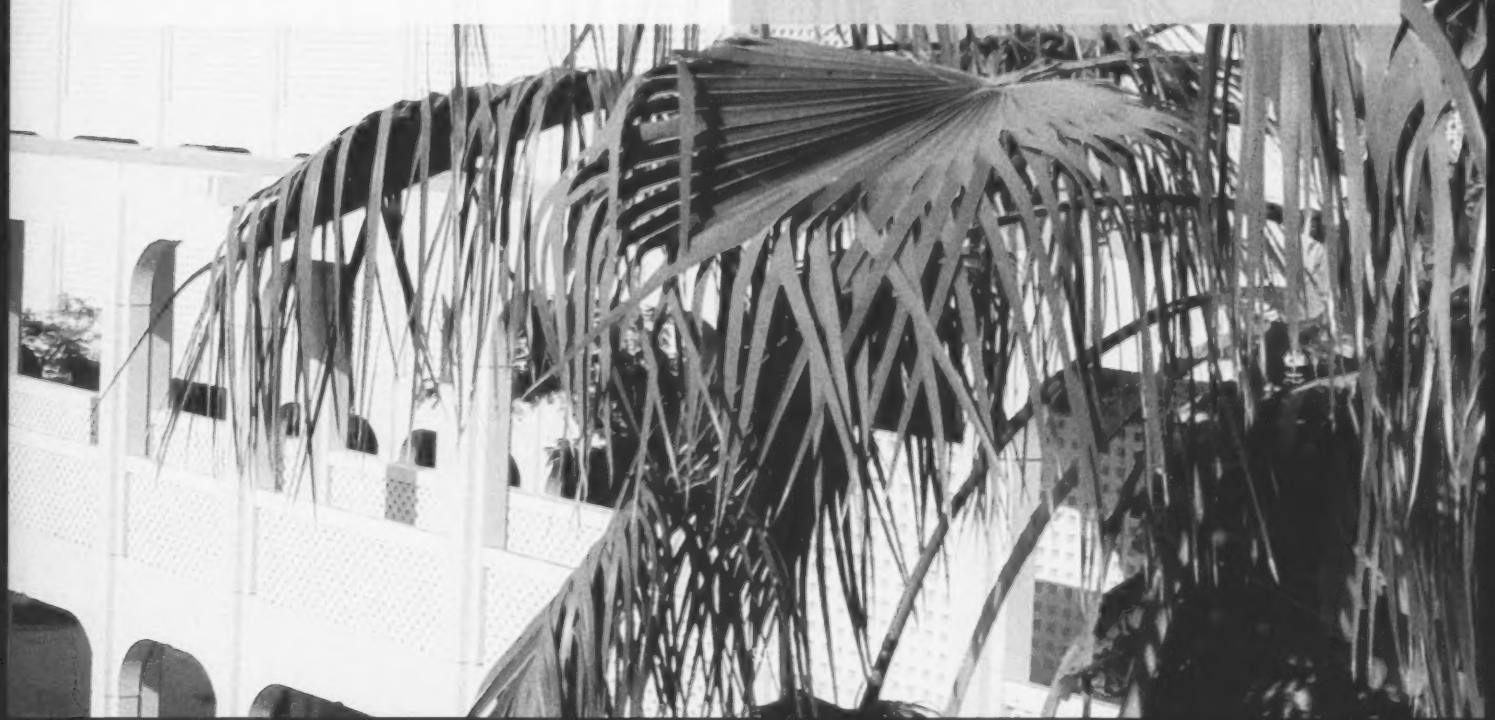
Le Canada veut contribuer à outiller les femmes des pays arabes afin qu'elles soient plus actives en politique, à la tête d'entreprises et dans d'autres sphères décisionnelles.

Plus de 9 000 femmes recevront une formation en Jordanie, au Maroc et en Tunisie. Ces femmes acquerront de nouvelles compétences clés en leadership et en gestion, et s'initieront au journalisme et à l'art de parler en public. Elles pourront s'instruire sur le fonctionnement des systèmes politiques de leur région.

Les femmes qui sont déjà des chefs de file dans leur domaine pourront devenir des formatrices et des mentors qui encourageront d'autres femmes, surtout des jeunes, à devenir des agentes de changement.

Les collectivités doivent aussi valoriser l'engagement des femmes dans les affaires publiques. C'est pourquoi des séminaires et des rencontres sur l'égalité des genres et les droits politiques des femmes seront tenus dans les trois pays, y compris dans les régions rurales, avec la participation active d'environ 3 000 hommes.

Depuis 2016, 46 parlements nationaux comptent plus de 30 % de femmes dans leur chambre basse ou leur chambre unique.



Champ d'action 6

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

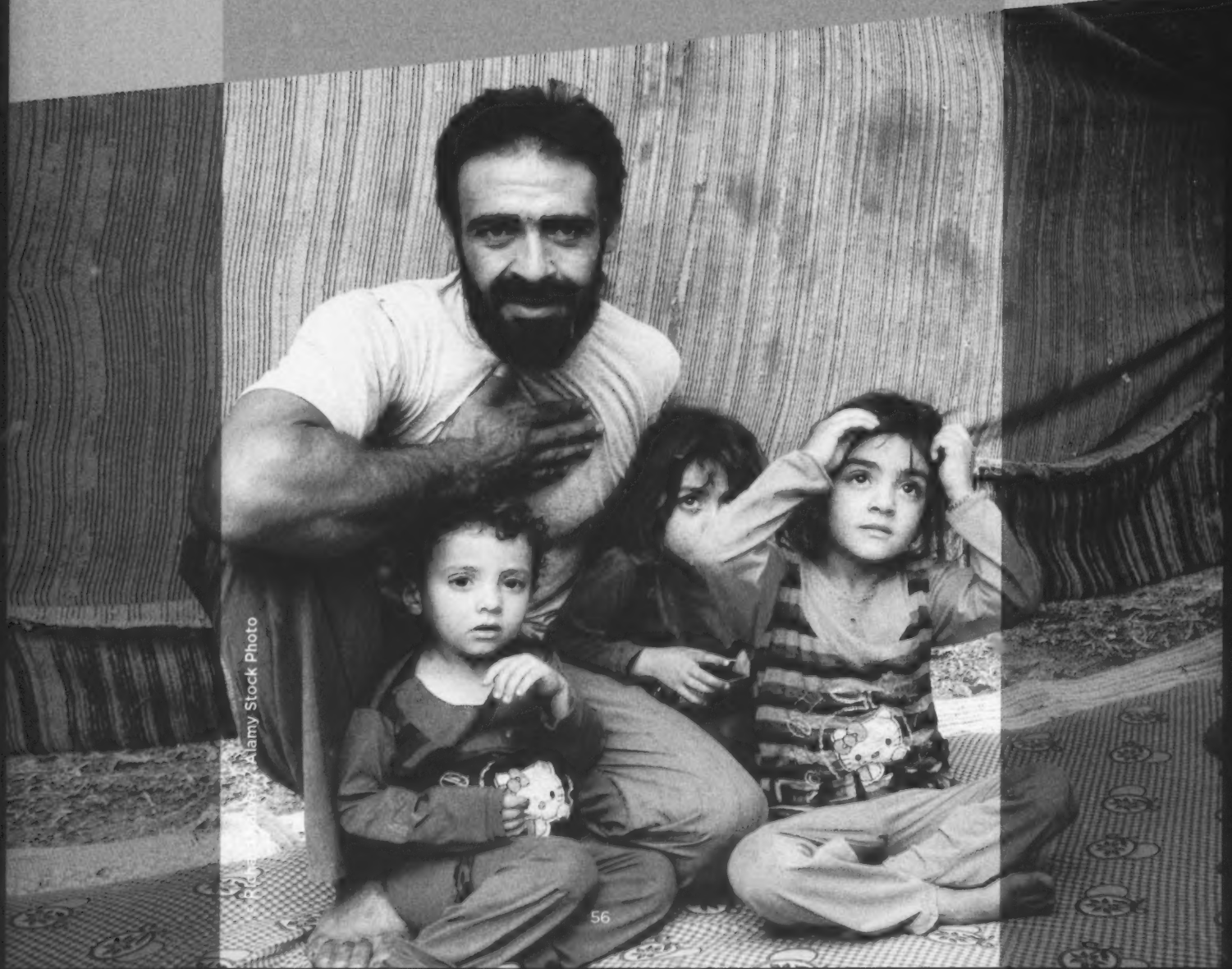


Photo : Alamy Stock Photo

© Ruslana Lurchenko / Shutterstock

Le Canada est engagé à réduire les menaces, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre, de même qu'à aider à la stabilisation et au développement dans les États fragiles ou touchés par un conflit armé. Le Canada encourage une plus grande participation des femmes aux processus de paix et, dans le cadre de son Plan d'action national, travaille à l'avancement du Programme mondial sur les femmes, la paix et la sécurité.

Partout dans le monde des conflits violents et le terrorisme sévissent, ce qui crée des défis de sécurité persistants et complexes pour tous les pays. Pour nombre d'entre eux, ces défis — allant du crime et du terrorisme transfrontaliers à la traite des personnes, à la contrebande d'armes et au trafic de drogues — sont énormes. L'aide internationale continue est nécessaire pour établir et maintenir la paix et la sécurité, tant pour assurer la sécurité des citoyens que pour préparer le développement durable.

Le Programme 2030 reconnaît qu'il ne peut y avoir de développement durable sans paix; et la paix est impossible sans développement durable (ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces). Consolider et maintenir la paix dans des contextes fragiles et des situations de conflits exige des interventions rapides et flexibles ainsi que des efforts à plus long terme pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité.

La bonne nouvelle est que lorsque les femmes participent aux efforts déployés pour instaurer la paix et la sécurité, les solutions sont plus complètes et correspondent mieux à ce dont une communauté a besoin pour se relever d'un conflit[75]. Cette démarche favorise l'adhésion de la communauté et accroît les chances de s'attaquer aux causes profondes du conflit. Lorsque les femmes sont incluses, les processus de paix ont plus de chances de réussir, et les accords de paix ont davantage tendance à durer.

La participation des femmes au processus de
CONSOLIDATION DE LA PAIX
augmente de **35 %**
la **PROBABILITÉ** qu'un
ACCORD DE PAIX
dure au moins
15 ANS

Source : ONU

© Riccardo Mayer / Shutterstock

Des études montrent également que la sécurité des femmes et des filles est l'un des facteurs les plus étroitement associés à la situation de paix qui règne dans un État[76]. Lorsque les femmes et les filles vivent en sécurité, les communautés sont plus sûres, la pauvreté diminue, les perspectives de développement augmentent et toute la famille en profite[77]. Les efforts de consolidation de la paix et d'édification d'un État à la suite d'un conflit offrent des occasions à saisir pour promouvoir les droits des femmes et l'égalité des genres.

Le programme du Conseil de sécurité des Nations Unies consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité invite tous les pays à tenir compte des répercussions différentes des situations de conflit sur les femmes et les filles, ainsi que de leur participation aux efforts de consolidation de la paix. Le Canada a élaboré son premier Plan d'action pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité en 2011, et plus de 60 autres pays ont également mis sur pied leurs propres plans d'action.

Toutefois, l'étude mondiale sur les femmes, la paix et la sécurité de 2015 de l'ONU a permis de constater la persistance de lacunes importantes. Par exemple, la violence sexuelle et sexiste contre les femmes et les filles est omniprésente en situation de conflit; les femmes continuent d'être écartées des processus de consolidation de la paix; les défenseurs des droits des femmes dans les zones de conflit sont harcelés, détenus et tués; les efforts axés sur l'égalité des genres en réaction aux conflits demeurent faibles et fragmentés.

Il faut davantage d'interventions stratégiques pour promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans toutes les initiatives relatives à la paix et à la sécurité.

PLAN D'ACTION NATIONAL DU CANADA SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (2017-2022)

Le plan d'action national du Canada adopte une approche pangouvernementale pour s'assurer que toutes les femmes participent pleinement à l'élaboration d'interventions durables dans les États fragiles et en proie à des conflits. Ce plan comporte des cibles et des activités d'aide au développement, d'aide humanitaire ainsi que des initiatives relatives à la paix et à la sécurité.
Des rapports annuels publics et une collaboration étroite avec les organisations de la société civile nous permettront de rendre compte des progrès accomplis.

POUR CONTRIBUER À LA STABILISATION, MAINTENIR LA SÉCURITÉ DANS LES ZONES DE CONFLITS ET ENCOURAGER LES FEMMES ET LES FILLES À PARTICIPER ACTIVEMENT AU PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX, LE CANADA...

... appuiera la participation significative des femmes et des organisations de défense des droits des femmes dans les processus de paix et les efforts de prévention des conflits. Il y parviendra en combinant l'aide ciblée aux organisations locales de femmes et les programmes visant à aider les femmes à développer leurs compétences et leur expertise en médiation et en négociation pour qu'elles puissent participer pleinement aux négociations de paix et y exercer une influence. Le Canada défendra aussi, dans le cadre d'événements internationaux d'action politique, la nécessité de renforcer le rôle des femmes et des filles dans la prévention ou la résolution de conflits, et la consolidation de la paix.

... contribuera à promouvoir les droits des femmes dans les efforts d'édification d'un État à la suite d'un conflit. Les réformes constitutionnelles et l'édification des États après un conflit offrent des possibilités majeures pour promouvoir les droits des femmes et s'attaquer aux discriminations historiques. Le Canada collaborera avec le gouvernement et la société civile, y compris les organisations qui défendent les droits des femmes, pour faire en sorte que l'engagement envers l'égalité des genres soit intégré dans la réforme. Le Canada défendra aussi le respect et la protection des droits de la personne pour les femmes et les filles dans ses engagements internationaux et multilatéraux. Le Canada formera des policiers pour qu'ils soient mieux préparés à répondre aux incidents de violence sexuelle et sexiste et il aidera à accroître l'emploi des femmes dans le secteur de la sécurité.

... aidera à prévenir et à répondre à la violence sexuelle dans les zones de conflit et appliquera sa politique de tolérance zéro à l'égard des agressions perpétrées par les Casques bleus. Le Canada consolidera les mécanismes de reddition de comptes, soutenus par un appui plus grand des organisations et des mouvements de femmes du milieu qui prennent souvent la défense des victimes de violence. Pour que les Casques bleus et les autres membres de la force militaire soient mieux préparés à s'acquitter de leurs fonctions, le Canada élaborera et facilitera de la formation et des cours de préparation au déploiement sur l'égalité des sexes et les spécificités des sexes propres à un contexte.

Expérience militaire du Canada : L'équité entre les genres en action

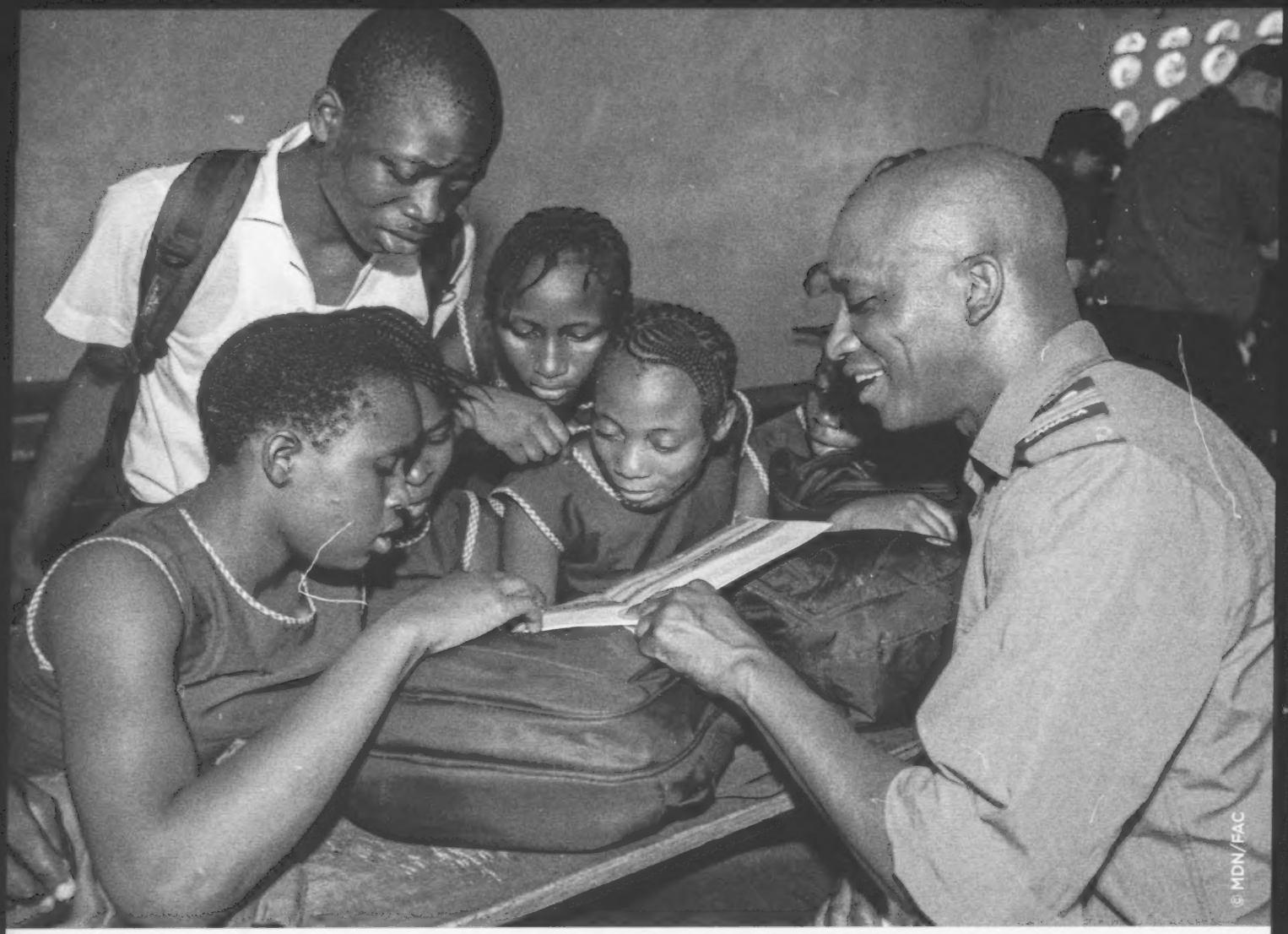
Parmi nos alliés, les Forces armées canadiennes sont vues comme un chef de file en matière d'égalité des genres dans l'armée. Les femmes participent de manière significative à virtuellement tous les aspects des missions menées en territoire canadien et à l'étranger. Les Forces armées canadiennes ont élaboré et mis en œuvre des politiques d'égalité des chances et déploient des efforts considérables pour attirer davantage de femmes qualifiées.

Le fait d'intégrer des points de vue différents selon les genres dans la préparation, la conduite et l'évaluation des missions permet aux Forces armées canadiennes d'accroître l'efficacité opérationnelle et de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontées les populations à risque dans les zones de conflits armés ou de catastrophes naturelles.

Les militaires reçoivent aussi une formation continue pour être mieux sensibilisés aux répercussions différentes des conflits, des catastrophes naturelles et des urgences humanitaires sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

Même si beaucoup de choses ont été faites pour promouvoir l'égalité des genres au sein des Forces armées canadiennes, il reste encore du travail à faire pour que celles-ci reflètent et respectent les besoins des femmes qui en font partie. Le Canada est résolu à faire de ses forces armées un véritable modèle opérationnel d'égalité réelle entre les genres.

© MDN/FAC



FAITS SAILLANTS

PAIX ET SÉCURITÉ

- Les femmes sont en mesure d'apporter la paix et la sécurité à d'autres femmes. Pourtant, de 1992 à 2011, seulement 9 % des négociateurs de paix étaient des femmes, et seulement 3 % des Casques bleus de l'ONU en étaient[78].
- La participation des femmes augmente de 35 % la probabilité qu'un accord de paix dure au moins 15 ans[79].
- Des données recueillies dans 40 pays montrent une corrélation positive entre la proportion de policières et le taux de signalement des agressions sexuelles[80].
- Seulement 2 % de l'aide des donateurs qui a été consacrée à la paix et à la sécurité dans des contextes fragiles en 2012-2013 avait pour principal objectif l'égalité des genres[81].

NOTRE POLITIQUE EN ACTION

DES FEMMES AGENTES DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ EN COLOMBIE

© The Halo Trust

Noralba Guarín a fui deux fois les guérillas des FARC, venues chez elle pour la recruter. D'abord à 13 ans, puis quelques années plus tard à Cartagena, où elle vivait avec son mari. Peu après leur refus, son mari a été retrouvé mort. Noralba était enceinte de son premier enfant.

Plus de 7 millions de Colombiens ont été déplacés durant le conflit armé qui a affecté le pays depuis plus de six décennies. Malgré la signature d'un accord de paix en 2016, l'insécurité sévit. L'un des défis : éliminer les milliers de mines antipersonnel disséminées dans le pays.

« Quand j'étais petite, on me disait de faire attention en marchant dehors pour

© Jesse Kraft / Alamy Stock Photo

ne pas que mon corps se retrouve dispersé partout », se souvient Noralba.

Depuis 1990, les mines terrestres ont tué plus de 12 400 personnes en Colombie. Plusieurs terres cultivables, routes et écoles ont été abandonnées par crainte des mines.

Le Canada appuie la Colombie dans son processus de paix, notamment en soutenant le déminage humanitaire mené par un organisme local dans dix municipalités du pays. Les démineurs sont recrutés localement.

Dans la société colombienne, une femme a rarement accès à ce métier. Pourtant, à la séance d'information tenue sur la place publique d'Argelia, Noralba a été encouragée à postuler.

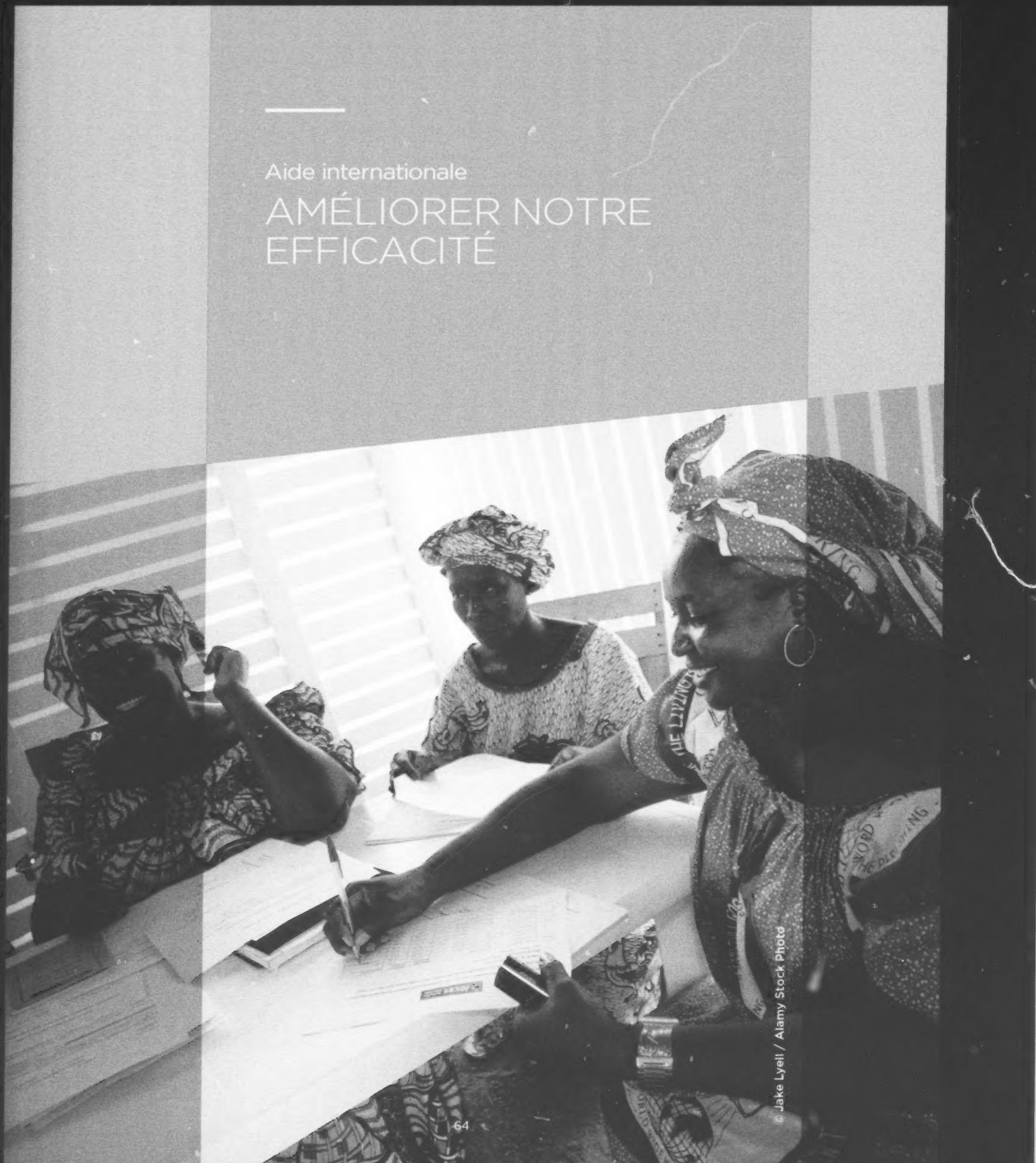
L'organisme offre aux hommes et aux femmes – y compris aux anciens combattants – des conditions d'emploi équitables. Il confie aux femmes des postes de gestionnaire et des rôles visibles auprès des habitants avec qui elles collaborent pour déceler les lieux minés.

Noralba contribue à réinstaurer la paix. Elle crée des zones sécuritaires qui restaurent l'accès aux terres agricoles, aux marchés et aux services publics.

Ce projet permettra à 60 000 Colombiens déplacés de se réinstaller dans leur région d'origine et profitera à plus de 27 000 personnes dans quelques-unes des collectivités parmi les plus pauvres du pays.

Aide internationale

AMÉLIORER NOTRE EFFICACITÉ



© Jake Lyell / Alamy Stock Photo

© Affaires mondiales Canada

En priorisant l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, la *Politique d'aide internationale féministe du Canada* représente une évolution majeure dans notre façon de travailler.

Cette nouvelle approche permettra au Canada d'optimiser l'efficacité de son aide internationale, d'apporter une aide mieux intégrée et adaptée, d'investir dans l'innovation et la recherche, de mieux rendre compte des résultats obtenus, de développer des partenariats plus efficaces et de cibler des régions où nous pouvons le plus changer les choses en réduisant la pauvreté et l'inégalité, en particulier pour les femmes et les filles.

RENTABILISATION DES INVESTISSEMENTS

L'aide publique au développement (APD) — aide des gouvernements des pays donateurs aux pays bénéficiaires — représente maintenant une part beaucoup plus faible qu'auparavant des ressources contribuant au développement. Même si l'APD demeure une ressource importante, plus particulièrement pour les pays les moins avancés, les flux de capitaux privés vers les pays en développement, y compris les transferts de fonds, l'investissement direct étranger et les échanges commerciaux, dépassent maintenant l'APD selon un ratio de cinq pour un.

L'APD mondiale totale en 2016 s'élevait à 142,6 milliards de dollars américains. En comparaison, on estime qu'atteindre les ODD nécessitera la mobilisation de 7 000 milliards de dollars américains par an d'ici 2030. Un tel niveau d'investissement demandera un effort coordonné à l'échelle internationale. Il faudra aussi diriger l'APD là où les besoins sont les plus criants. Nous aurons besoin de nouveaux partenariats et de nouvelles initiatives pour mobiliser les investissements et le financement supplémentaires. Heureusement, les ressources financières et les mécanismes qui contribuent au développement en complément à l'action des gouvernements sont plus grands et plus variés qu'autrefois.

Pour allonger la portée et améliorer l'efficacité de notre aide internationale, le Canada élargira et diversifiera la gamme de ses mécanismes de collaboration avec le secteur privé à l'appui du développement durable. Cela signifie transformer le rôle de fournisseur de services actuel du secteur privé de façon à ce qu'il devienne un partenaire d'investissement pour atteindre les résultats de développement. De nouveaux instruments tels que les contributions remboursables permettront au Canada de mobiliser de nouvelles modalités de financement pour les partenaires du secteur privé mal desservis des pays en développement, y compris les entreprises dirigées par des femmes.

Les contributions du Canada seront également mises à profit en augmentant et en améliorant les options pour contribuer aux initiatives au moyen de relations de financement qui présentent une combinaison de soutien remboursable et non remboursable.

© Graham Crouch / Girls Not Brides

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada investit dans le savoir-faire, l'innovation et les solutions de recherche pour améliorer la vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. En réunissant les bons partenaires autour des occasions qui auront une incidence, le Centre forme les leaders d'aujourd'hui et de demain et contribue à apporter les changements nécessaires à ceux qui en ont le plus besoin.

Le CRDI offre du financement aux chercheurs dans les pays en développement afin qu'ils puissent examiner les problèmes cruciaux auxquels font face leurs communautés. En 2015-2016, le CRDI a appuyé près de 700 initiatives de recherche, en collaboration avec 569 groupes de réflexion et institutions de recherche dans le monde entier.

Un succès canadien : Le partenariat du CRDI avec les Instituts de recherche en santé du Canada, l'Agence de la santé publique du Canada et Affaires mondiales Canada a permis de développer un nouveau vaccin visant à éradiquer le virus Ebola en Afrique centrale.

Le Canada collaborera étroitement avec d'autres donateurs, notamment dans les pays en développement, et appuiera de nouveaux mécanismes de financement sélectionnés pour encourager des solutions plus novatrices et rentables des secteurs privé et bénévole aux défis que pose le développement durable. Cela comprend l'augmentation des occasions pour les autres donateurs de contribuer aux initiatives administrées par le Canada.

Le nouvel institut de financement du développement du Canada, situé à Montréal, est une filiale d'Exportation et développement Canada. Il jouera un rôle crucial en facilitant un plus grand investissement de la part du secteur privé dans les pays en développement où l'accès aux capitaux est limité. Ainsi, le nouvel institut contribuera à créer des emplois, à promouvoir la croissance économique et à réduire la pauvreté dans les pays en développement.

En phase avec l'approche féministe du gouvernement à l'égard de l'aide internationale, le nouvel institut fera en sorte que les femmes entrepreneures et les petites et moyennes entreprises qui renforcent l'autonomisation économique des femmes, mais pour qui il est souvent difficile d'obtenir des fonds, ne soient pas oubliées.

L'institut de financement du développement a reçu un financement de 300 millions de dollars sur cinq ans, ce qui permettra d'attirer des fonds d'autres partenaires et de soutenir l'investissement privé dans les pays en développement au moyen de prêts, de garanties de prêts ou de participation au capital.

Lorsqu'il s'agit de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles, une démarche plus intégrée est requise : une démarche s'appuyant sur la diplomatie, le commerce, la sécurité et l'expertise d'une large gamme de ministères et d'organismes gouvernementaux canadiens.

UNE AIDE PLUS INTÉGRÉE

La *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* du Canada requiert que toute aide au développement officielle contribue à la réduction de la pauvreté, tienne compte des points de vue des personnes en situation de pauvreté et soit conforme aux normes internationales en matière de droits de la personne.

L'aide internationale offerte par le Canada aux pays en développement constitue une source de soutien précieuse pour les personnes et les communautés dans le besoin. Cependant, nous devons améliorer notre capacité à offrir un ensemble adéquat de mécanismes et de partenariats dans un contexte précis, en prenant des risques modérés pour avoir la plus grande incidence.

Lorsqu'il s'agit de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles, une démarche plus intégrée est requise : une démarche s'appuyant sur la diplomatie, le commerce, la sécurité et l'expertise d'une large gamme de ministères et d'organismes gouvernementaux canadiens. Cela est cohérent avec le Programme 2030 qui reconnaît que les défis mondiaux sont reliés les uns aux autres et nécessitent la mise en place d'une réponse coordonnée.

La nature intégrée des interventions est particulièrement importante dans les contextes fragiles et les situations de conflit. Le Canada est intervenu de manière intégrée dans le cadre de la crise qui sévit au Moyen-Orient, en déployant tout un éventail de ressources intégrées sur les plans humanitaire, du développement, de la paix et de la sécurité, combinées aux efforts du ministère de la Défense nationale (voir l'encadré *Réponse intégrée du Canada à la crise prolongée au Moyen-Orient*) et aux initiatives de réinstallation des réfugiés dirigées par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Une meilleure intégration du développement et d'autres objectifs tels le commerce peuvent avoir des effets positifs pour les économies des pays en voie de développement, et pour le Canada. Le Canada étant une nation commerçante, sa vitalité économique dépend de la diversification de ses échanges commerciaux et de la recherche de nouveaux marchés pour ses produits et services. Cela est également vrai pour de nombreux pays en développement. En investissant dans les pays en développement, le Canada peut contribuer à encourager une croissance inclusive, à créer de l'emploi et à améliorer les revenus, en particulier pour les femmes et les filles.

À mesure que les économies des pays en voie de développement se consolident et deviennent plus stables, le Canada se voit offrir la possibilité de former de nouveaux partenariats commerciaux mutuellement bénéfiques, ce qui génère de nouvelles possibilités qui peuvent donner lieu à davantage de bons emplois bien rémunérés pour les Canadiens. Par exemple, la Chine et l'Inde se sont classées parmi les principaux bénéficiaires de l'aide canadienne dans les années 1990, et ces pays sont désormais considérés comme des partenaires économiques, diplomatiques, commerciaux et culturels importants. Les réseaux, les connaissances et les résultats durables que nous obtenons grâce à nos programmes d'aide internationale offrent des avantages à long terme pour la stabilité mondiale et les Canadiens.

© Affaires mondiales Canada

RÉPONSE INTÉGRÉE DU CANADA À LA CRISE PROLONGÉE AU MOYEN-ORIENT

Le conflit armé complexe en Syrie et en Irak et la crise humanitaire en résultant nécessitent une intervention intégrée du gouvernement du Canada. En plus des efforts du ministère de la Défense nationale pour aider la communauté internationale à vaincre Daech, Affaires mondiales Canada alloue 1,1 milliard de dollars sur trois ans en soutien à l'aide humanitaire, à la stabilisation et au développement sur plusieurs années aux populations touchées et déplacées, notamment dans les pays voisins, en Jordanie et au Liban.

L'aide humanitaire du Canada donne la priorité aux besoins de base des familles, comme l'accès à de l'eau potable, à de la nourriture adéquate et à un endroit sûr pour dormir, et vise à permettre un meilleur accès aux services publics, notamment les soins de santé et l'éducation. L'aide vise à améliorer la qualité de vie des populations touchées en appuyant les efforts de création d'emploi et les moyens de subsistance existants. En fournissant une aide humanitaire pluriannuelle, le Canada permet à ses partenaires humanitaires de planifier leur travail de façon plus efficace et de mieux répondre aux besoins sans cesse changeants des collectivités où ils travaillent.

Un effort particulier a été déployé pour répondre également aux besoins particuliers des femmes et des filles touchées par cette crise persistante. Cela comprend un soutien psychosocial et des services médicaux spécialisés offerts aux survivantes de violence sexuelle ou fondée sur le genre et la prestation de services de santé reproductive.

En veillant à ce que leurs investissements et leurs opérations à l'étranger répondent aux normes les plus élevées en matière de responsabilité sociale des entreprises et de transparence, les entreprises canadiennes peuvent jouer un rôle crucial en faisant la promotion de pratiques commerciales durables et responsables. Pour ce faire, nous sommes résolus à renforcer notre cadre stratégique afin que les entreprises canadiennes reflètent les valeurs canadiennes, respectent les droits de la personne et agissent de façon responsable, particulièrement dans leurs activités menées dans des pays en développement où le Canada apporte une aide internationale. Nous sommes également résolus à faire en sorte que le Canada exerce un leadership mondial réel au chapitre de la responsabilité sociale des entreprises, et ce, d'une façon pleinement complémentaire à notre aide internationale féministe.

Enfin, en reconnaissant que le commerce n'a pas toujours offert des bénéfices équitables à tous, le Canada s'est engagé à suivre un programme commercial progressiste qui tiendra pleinement compte de l'égalité des genres dans les négociations commerciales; cela comprendra aussi des mesures de protection environnementale fortes et le fait de veiller à ce que les dispositions sur les conditions de travail de tout accord commercial soient non discriminatoires.

UNE AIDE MIEUX ADAPTÉE ET PLUS RESPONSABLE

Le Canada fournira son aide internationale en utilisant des moyens plus rapides et efficaces pour cibler les populations locales. Nous simplifierons et accélérerons nos procédures de financement et de production de rapports afin de réduire le fardeau administratif imposé aux destinataires de notre financement. Nous veillerons ainsi à ce que notre aide soit plus réactive, plus transparente et plus prévisible. Nous élaborerons des mécanismes de programmation conjoints qui permettront l'établissement de partenariats de financement novateurs. Nous fournirons une aide humanitaire pluriannuelle pour les crises prolongées. Et nous affecterons une aide accrue aux organisations locales des pays en développement (notamment aux organismes et aux mouvements de femmes).

Une aide internationale mieux adaptée exige aussi des mécanismes et des approches de financement plus efficaces et plus efficients. Nous devons être prêts à prendre des risques calculés qui se fondent sur des preuves et l'apprentissage. Le Canada élargira son éventail d'outils et de mécanismes de financement afin de permettre la réalisation de programmes d'aide conjoints avec d'autres donateurs, des partenariats multipartites et un financement optimisé et mixte. Nous simplifierons nos processus de demande de

financement et moderniserons notre gestion fondée sur les résultats et nos procédures de gestion des risques afin de mieux répondre au contexte particulier des pays et des partenaires et de favoriser des décisions plus rapides en matière de financement. Ceci nous aidera à améliorer la prévisibilité et la transparence de nos décisions en matière de financement.

Le gouvernement du Canada gère les ressources financières allouées à l'aide publique au développement et aux autres formes d'aide internationale avec son enveloppe de l'aide internationale (EAI). Gérée par le ministère des Finances et Affaires mondiales Canada, l'EAI englobe des ressources réservées chaque année aux contributions destinées aux institutions financières internationales (telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques régionales de développement), à la coopération pour le développement, à la recherche sur le développement (par l'intermédiaire du CRDI), à la paix et à la sécurité, à l'intervention de crise, de même qu'à des initiatives particulières menées par d'autres ministères et organismes du gouvernement du Canada. Le Canada est résolu à faire preuve de plus de transparence et à faire rapport sur les dépenses au titre de l'EAI. Chaque année, il rendra public le niveau de l'EAI.

Dans le cadre du programme de résultats et de livraison du gouvernement du Canada, Affaires mondiales Canada continuera de faire rapport au Parlement et aux Canadiens au moyen du rapport annuel sur la *Loi sur la responsabilité et matière d'aide au développement officielle* et du Rapport sur les résultats ministériels qui sera présenté dans un format simplifié et accessible avec des indicateurs améliorés. De plus, Affaires mondiales Canada continuera à publier de l'information sur les programmes d'aide internationale (y compris des résultats) par l'intermédiaire de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

LE CANADA À TITRE DE DONATEUR FÉMINISTE

L'analyse historique des dépenses d'aide internationale du Canada depuis 2010 indique que seulement 1 à 2 % des investissements ont appuyé des programmes spécialement conçus pour promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles; en 2015-2016, seulement 2 % de ces dépenses répondaient directement à ces objectifs. Par ailleurs, les évaluations de programme ont fait état d'un moins grand intérêt porté à l'égalité des genres au fil du temps, et en particulier au cours de la dernière décennie. Cela va à l'encontre du rôle ambitieux et positif que les Canadiens espèrent voir leur pays jouer sur la scène mondiale.

Pour faire de notre approche féministe une réalité, nous modifierons ce point et mesurerons de manière systématique nos progrès et nos résultats. À l'avenir, le Canada augmentera son soutien à l'égard d'initiatives qui favorisent l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et qui en font des priorités.

Ce changement de ton fera du Canada un donateur féministe et un chef de file dans la promotion du renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans le monde.

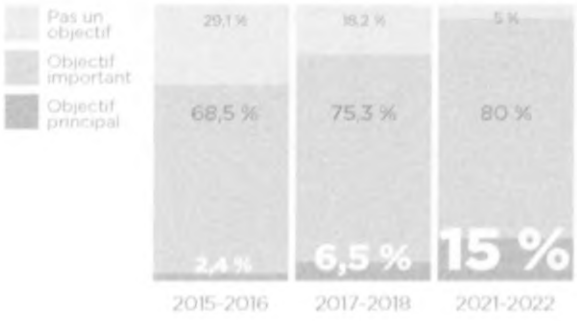
Nous veillerons à ce que d'ici 2021-2022, 15 % de tous les investissements bilatéraux en matière d'aide au développement international visent *en particulier* l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Cela constitue à la fois un changement radical et une augmentation importante des investissements.

Nous allons également améliorer et accroître *l'intégration* de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans tous nos efforts en matière d'aide internationale. Nous nous engageons à investir un minimum de 80 % de l'aide internationale bilatérale au développement, par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada, dans des initiatives conçues pour atteindre ces objectifs.

Nous croyons que ces deux objectifs vont permettre, d'ici à 2021-2022 au plus tard, qu'au moins 95 % des investissements d'aide internationale bilatérale au développement du Canada visent ou intègrent l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Ce changement de ton fera du Canada un donateur féministe et un chef de file faisant la promotion du renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans le monde.

Affaires mondiales Canada continuera aussi d'assurer une participation active et significative et une prise de décisions par les femmes et les filles dans toutes les initiatives d'aide internationale, y compris la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation de projets.

Budget du développement international bilatéral d'Affaires mondiales Canada alloué à des initiatives ciblant l'égalité des genres



Source : Affaires mondiales Canada

L'ACCENT SUR L'INNOVATION, LA RECHERCHE ET LES RÉSULTATS

Alors que le Canada redouble d'efforts pour offrir une aide internationale plus intégrée et plus réactive, il se trouve confronté à un monde en constante évolution et qui présente des améliorations en permanence.

Les avancées dans le domaine de l'agriculture permettent d'accroître le rendement et l'efficience de la production de denrées alimentaires. L'amélioration des systèmes de santé et la mise en œuvre d'innovations médicales aident les gens

à vivre plus longtemps et freinent la propagation de maladies infectieuses telles que le virus Ebola, le sida et la tuberculose. Des services abordables de connexion Internet et de téléphonie mobile permettent maintenant à plus de citoyens des pays en développement d'avoir accès à des services financiers et sanitaires et de militer en faveur du changement.

Ces améliorations posent à la fois des défis et offrent des possibilités en ce qui a trait aux efforts du Canada en matière d'aide internationale. Afin de mieux répondre aux changements continus relatifs à l'écosystème du développement, Affaires mondiales Canada s'efforcera d'intégrer l'innovation à ses programmes d'aide en adoptant de nouveaux modèles de gestion, de nouvelles pratiques en matière de politique, de nouvelles technologies et de nouveaux moyens d'assurer la prestation des services et des produits. Le Canada intégrera l'innovation dans ses initiatives d'aide internationale en encourageant une expérimentation accrue et la mise au point de nouvelles solutions aux défis inhérents au développement.

Affaires mondiales Canada s'efforcera également de trouver de nouvelles façons de travailler et de nouveaux partenariats, ce qui permettra d'améliorer l'efficacité des efforts du Canada en matière de développement. Cela comprendra des partenariats de financement novateurs et des investissements accrus en recherche, ainsi qu'une collaboration plus étroite avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, les universités canadiennes et d'autres établissements de recherche.

Affaires mondiales Canada élabore des indicateurs de performance plus solides et plus significatifs pour suivre la performance de l'aide internationale et apporter des corrections au besoin.

DES PARTENARIATS PLUS EFFICACES

De nos jours, les partenariats efficaces et productifs qui mettent en avant les intérêts des femmes et des filles ne sont plus seulement l'apanage des relations intergouvernementales. Des organisations multilatérales, internationales et de la société civile, des fondations philanthropiques, des gouvernements de pays en développement de tous les ordres, le secteur privé et d'autres acteurs ont tous un rôle à jouer pour bâtir un monde où l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles constituent la règle, et non une exception.

Travailler avec les gouvernements

L'aide internationale doit répondre aux priorités et aux besoins locaux pour être efficace. Dans les pays partenaires, ce sont les divers ordres de gouvernement qui établissent ces priorités. À ce titre, ils sont et ils demeureront les principaux partenaires de l'aide internationale canadienne. En plus de l'aide financière, le Canada peut offrir aux gouvernements partenaires son expérience et son expertise, ainsi que la capacité de fournir une aide technique rapide et pertinente, y compris dans la réponse aux catastrophes et leur prévention des risques.

Faire participer la société civile

Les Canadiens s'appuient sur une longue et fière tradition qui consiste à œuvrer pour améliorer les conditions de vie d'autres personnes dans le monde, que ce soit en travaillant avec la société civile, les partenaires multilatéraux ou à titre bénévole. Toujours désireux d'agir pour faire une différence, les Canadiens, y compris les jeunes et les personnes de nos diverses communautés culturelles, se trouvent au premier plan de nos efforts internationaux en matière de développement et d'aide humanitaire.

Les sociétés civiles prospères et pacifiques sont plus susceptibles d'atteindre les objectifs de développement durable, peuvent mieux faire face aux conséquences de la pauvreté, et en traiter les causes, et sont davantage en mesure de mettre sur pied des économies qui fonctionnent pour tous. Les organisations de la société civile possèdent une expertise et une expérience précieuses, ainsi qu'une solide connaissance des défis et des possibilités à l'échelle locale. Les nouveaux partenariats établis entre les Canadiens et les organisations de la société civile locales et internationales favoriseront le développement d'idées et de solutions nouvelles, et permettront d'améliorer l'efficacité de l'aide internationale du Canada et de produire des résultats durables.

Le gouvernement peut compter sur un écosystème robuste de partenaires de la société civile qui offrent des programmes d'aide internationale, contribuent au dialogue stratégique en cours sur les enjeux mondiaux et mobilisent les Canadiens à l'appui du développement international, du Programme 2030 et des priorités canadiennes en matière d'aide internationale. **Affaires mondiales Canada continuera de mobiliser des organisations canadiennes de la société civile et de s'assurer que l'approche de partenariat adoptée s'harmonise avec notre nouvelle politique des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale.**

Nous verserons aussi une somme de 100 millions de dollars sur cinq ans aux petites et moyennes organisations canadiennes de la société civile travaillant en partenariat avec les organisations locales afin d'appuyer les six champs d'action, notamment l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

COLLABORER AVEC LA FRANCOPHONIE

Au cours des trois prochaines décennies, la population francophone mondiale devrait atteindre 700 millions de personnes. D'ici 2050, l'Afrique comptera 90 % des jeunes francophones âgés de 15 à 29 ans, ce qui représente une force impressionnante en matière de changement, d'innovation et de développement.

Regroupant 84 États et gouvernements et comptant quelque 274 millions d'habitants sur cinq continents, la Francophonie est un partenaire naturel du Canada dans le cadre de ses efforts en matière d'aide internationale.

En tant que Canadiens, nous sommes fiers de notre dualité linguistique, du dynamisme de nos collectivités francophones et du rôle que joue le Canada au sein de la Francophonie. En mobilisant directement les pays membres de la Francophonie, nous continuerons de promouvoir les valeurs de la gouvernance démocratique, des droits de la personne et de l'état de droit; nous intensifierons notre soutien au renforcement du pouvoir économique des femmes, à leur santé sexuelle et reproductive et à leurs droits en la matière; nous lutterons contre les changements climatiques et combattrons la radicalisation.

Il s'agit d'une politique qui cherche à offrir de vraies occasions — celles qui améliorent les conditions de vie des femmes et des filles de façon durable, qui contribuent à briser le cycle de la pauvreté pour tous et qui édifient un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère.

Travailler avec des partenaires multilatéraux

Le Canada a acquis une solide réputation pour sa capacité à travailler de façon constructive avec un vaste éventail de partenaires multilatéraux. Le Canada, en sa qualité de membre d'organisations multilatérales de premier plan (dont les Nations Unies, le G7, le G20, le Commonwealth, la Francophonie et autres), se portera à la défense de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Nous continuerons de souligner l'importance de la diversité et de l'inclusion ainsi que du respect des droits fondamentaux pour tous. Nous serons un chef de file dans la lutte contre les changements climatiques, nous renouvellerons notre relation avec les peuples autochtones au Canada et à l'étranger, et nous continuerons de promouvoir l'importance d'adopter des approches progressistes en ce qui concerne les migrations et les réfugiés.

Faire participer le secteur privé

Le Canada reconnaît le rôle fondamental du secteur privé pour stimuler la croissance économique au moyen du commerce et de l'investissement. Important réservoir d'expertise, le secteur privé a également beaucoup à offrir aux pays et aux entreprises qui cherchent de nouvelles manières plus durables de mener leurs activités.

Pour sa part, le Canada soutiendra les efforts que déploient les pays en développement pour créer des systèmes stables fondés sur des règles qui peuvent attirer des investissements et aider les entreprises à prospérer. Le Canada conclura avec le secteur privé des partenariats qui favorisent le cofinancement et l'investissement, qui contribuent à trouver de nouvelles solutions aux défis du développement et qui procurent aux plus pauvres et aux plus vulnérables la chance de profiter de la croissance économique.

MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS ET AUX OCCASIONS

Pour que l'aide internationale puisse répondre aux besoins des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, et faire une réelle différence, elle doit viser les parties du monde où l'incidence et l'ampleur de la pauvreté et de la fragilité sont les plus considérables. Toutefois, elle doit aussi être souple et capable de répondre rapidement aux occasions et aux besoins changeants; la manière et l'endroit où nous offrons de l'aide doivent devenir plus flexibles.

À cet égard, le Canada délaissera son approche axée sur les pays ciblés, approche qui concentrait l'aide au développement dans certains pays sélectionnés.

Le Canada adaptera ses approches en matière d'aide internationale de façon à mieux répondre aux occasions et aux besoins locaux dans les divers pays où nous travaillons. Nous ciblerons notre aide de façon à améliorer sensiblement le sort des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris celles qui vivent dans des États fragiles.

© Affaires mondiales Canada

Avec cette nouvelle approche, le Canada appuiera le développement durable grâce à :

1. DES ENGAGEMENTS PLUS EFFICACES DANS LES ÉTATS FRAGILES ET LES PAYS EN CRISE

   Un soutien mieux intégré aidera les pays en développement qui traversent des situations de crise ou qui sont aux prises avec des défis humanitaires chroniques.

2. DES PARTENARIATS PLUS SOLIDES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

   Une aide au développement à plus long terme pour les pays à faible revenu réduira la pauvreté et la vulnérabilité, et soutiendra les conditions d'une croissance plus inclusive.

3. DES PARTENARIATS PRODUCTIFS POUR LA TRANSITION

   Une aide ciblée pour une gouvernance plus démocratique, inclusive et responsable et une croissance économique soutenue dans les pays à revenu moyen permettront de les aider à devenir des partenaires économiques à part entière et plus autonomes.

Le Canada préservera aussi sa capacité à fournir une aide ciblée et de courte durée à tout un éventail de pays et de régions.

Dans le cadre de cette nouvelle approche, le Canada augmentera son soutien aux pays les moins avancés.

Nous augmenterons aussi le soutien à ces pays où la croissance de la population et les changements climatiques vont continuer à avoir des répercussions disproportionnées. La moitié des personnes les plus pauvres dans le monde vivent en Afrique subsaharienne. **Pour cette raison, le Canada consacrera au moins 50 % de son aide bilatérale en matière de développement international aux pays d'Afrique subsaharienne d'ici 2021-2022.**

CONCLUSION

La *Politique d'aide internationale féministe du Canada* reflète ce que nous sommes en tant que Canadiens. Elle exprime notre conviction qu'il est possible de bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Elle oriente notre aide vers les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Elle reconnaît surtout que les femmes et les filles sont de puissantes agentes de changement pour le développement et la paix.

Cette politique, qui met fortement l'accent sur l'égalité des genres et s'appuie sur six champs d'action choisis pour leur capacité à effectuer une transformation, aidera à répondre aux besoins des personnes qui vivent dans la pauvreté et font face aux inégalités constantes et aux conflits. Il s'agit d'une politique qui cherche à offrir de vraies occasions — celles qui améliorent les conditions de vie des femmes et des filles de façon durable, qui contribuent à briser le cycle de la pauvreté pour tous et qui édifient un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Un monde dans lequel personne n'est laissé de côté.

NOTES

1 ONU. The Millennium Development Goals Report, 2015 (en anglais).

2 ONU Femmes. Paix et sécurité : quelques faits et chiffres, 2015; McKinsey Global Institute. The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add $12 Trillion to Global Growth, 2015 (en anglais).

3 UNESCO. Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2014.

4 FAO. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011 : Le rôle des femmes dans l'agriculture – Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement, 2011.

5 ONU Femmes. Paix et sécurité : quelques faits et chiffres, 2015.

6 USAID. Gender and Extreme Poverty, 2015 (en anglais).

7 OCDE. États de fragilité 2016 : Comprendre la violence, 2017.

8 Banque mondiale. Policy Research Note No. 3: Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity: Progress and Policies, 2015 (en anglais).

9 Banque mondiale. Policy Research Note No. 3: Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity: Progress and Policies, 2015 (en anglais); Banque mondiale. Middle-Income Countries Overview, 2015 (en anglais).

10 Banque mondiale. Pauvreté – Vue d'ensemble, 2016.

11 USAID. Gender and Extreme Poverty, 2015 (en anglais).

12 USAID. Gender and Extreme Poverty, 2015 (en anglais).

13 Filles, pas épouses. Le mariage des enfants, 2017.

14 World YWCA. Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) (en anglais).

15 Unicef. Ending Child Marriage: Progress and Prospects, 2014 (en anglais).

16 FAO. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2014, 2014.

17 FAO. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011 : Le rôle des femmes dans l'agriculture – Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement, 2011; Banque mondiale. The 2014 Global Financial Development Report: Financial Inclusion, 2014 (en anglais).

18 Banque mondiale. Women, Business and the Law 2016, 2016 (en anglais).

19 PNUD. Rapport sur le développement humain 2016, 2016.

20 Plan International Canada. Parce que je suis une fille, 2017; ONU Femmes. L'autonomisation économique : quelques faits et chiffres, 2015.

21 OMS. La grossesse chez les adolescentes, 2014; Guttmacher Institute. Adding it Up: Costs and Benefits of Meeting the Contraceptive Needs of Adolescents, mai 2016 (en anglais).

22 ONU. The Millennium Development Goals Report, 2015 (en anglais).

23 ONU. The Millennium Development Goals Report, 2015 (en anglais).

24 CARE. Maternal Health, 2016 (en anglais).

25 OMS. Carences en micronutriments.

26 Plan International Canada. How Empowering Girls and Women Can Change the World, 2016 (en anglais); FAO. Programme FAO – Sécurité alimentaire, 2015.

27 OMS. Enfants : réduire la mortalité, 2016.

28 OMS. Enfants : réduire la mortalité, 2016.

29 Women Deliver. Improve Maternal and Newborn Health and Nutrition (en anglais).

30 OMS. La grossesse chez les adolescentes, 2014.

31 CARE. Maternal Health, 2015 (en anglais).

32 OMS. Planification familiale/Contraception, 2016.

33 OMS. La grossesse chez les adolescentes, 2014.

34 ONU Femmes. VIH/sida : quelques faits et chiffres, 2016.

35 ONUSIDA. Comment le SIDA a tout changé, 2015.

36 FAO et Banque asiatique de développement. Gender Equality and Food Security: Women's Empowerment as a Tool Against Hunger, 2013 (en anglais).

37 UNFPA. State of World Population 2014. The Power of 1.8 Billion, 2014 (en anglais).

38 Banque mondiale. Éducation - Vue d'ensemble, 2017 (initialement de l'UNESCO).

39 Partenariat mondial pour l'éducation. Données sur l'éducation, 2017.

40 Plan International Canada. L'éducation des filles.

41 Plan International Canada. L'éducation des filles.

42 PRIO. Trends in Armed Conflict, 1946-2014, 2016 (en anglais).

43 UNHCR. Figures at a Glance, 2015 (en anglais).

44 UNHCR. Global Trends: Forced Displacement in 2015, 2015 (en anglais); Humanitarian Policy Group. Protracted Displacement: Uncertain Paths to Self-Reliance in Exile, 2015 (en anglais).

45 UNHCR. Global Trends: Forced Displacement in 2015, 2015 (en anglais).

46 ONU - BCAH. Aperçu de la situation humanitaire mondiale, 2017.

47 FNUAP. Statement, Uniting as One Humanity, 2016 (en anglais).

48 FNUAP. État de la population mondiale - À l'abri dans la tourmente, 2015.

49 ONU Femmes. Fact Sheet, The Global Study on 1325: Key Messages, Findings and Recommendations (en anglais).

50 ONU. The Millennium Development Goals Report, 2015 (en anglais).

51 Banque mondiale. World Development Report: Gender Equality and Development, 2012 (en anglais).

52 Banque mondiale. World Development Report: Gender Equality and Development, 2012 (en anglais).

53 Banque mondiale. World Development Report: Gender Equality and Development, 2012 (en anglais).

54 ONU Femmes. L'autonomisation économique des femmes : quelques faits et chiffres, 2015; Banque mondiale. World Development Report 2011: Conflict, Security and Development, 2011 (en anglais).

55 Banque mondiale. IFC Jobs Study, 2013 (en anglais).

56 ONU Femmes. Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits, 2015.

57 ONU Femmes. Égalité des sexes : où en sommes-nous actuellement?, 2015.

58 ONU. Poverty-The World's Women Report, 2015 (en anglais).

59 OIT. Les femmes au travail. Tendances 2016, 2016.

60 ONU. Women Watch, Women, Gender Equality and Climate Change, 2010 (en anglais).

61 ONU Femmes. L'autonomisation économique : quelques faits et chiffres, 2015.

62 ONU. Women Watch, Women, Gender Equality and Climate Change, 2010 (en anglais); Plan International. The State of the World's Girls 2013: Adolescent Girls and Disasters, 2013 (en anglais).

63 OMS et UNICEF. Progress on Drinking Water and Sanitation-2012 Update, 2012 (en anglais).

64 OMS. Burning Opportunity: Clean Household Energy for Health, Sustainable Development, and Wellbeing of Women and Children, 2016 (en anglais).

65 Citigroup. Energy Darwinism II: Why a Low Carbon Future Doesn't Have to Cost the Earth, 2015 (en anglais).

66 ONU Femmes. La violence à l'égard des femmes et des filles : quelques faits et chiffres, 2016.

67 ONU. The World's Women 2015: Trends and Statistics, 2015 (en anglais).

68 Banque mondiale. Women, Business and the Law, 2016 (en anglais).

69 Forum économique mondial. The Global Gender Gap Report, 2015 (en anglais).

70 ONU Femmes. In Brief, Women's Leadership and Political Participation (en anglais).

71 ONU Femmes. Leadership et participation à la vie politique : quelques faits et chiffres, 2016.

72 ONU Femmes. In Brief, Women's Leadership and Political Participation (en anglais).

73 ONU Femmes. Leadership et participation à la vie politique : quelques faits et chiffres, 2016.

74 ONU Femmes. Leadership et participation à la vie politique : quelques faits et chiffres, 2016.

75 ONU Femmes. UN Women Sourcebook on Women, Peace and Security, Overview of Contents, 2012 (en anglais).

76 ONU Femmes. Fact Sheet, The Global Study on 1325: Key Messages, Findings and Recommendations (en anglais).

77 ONU Femmes. Fact Sheet, The Global Study on 1325: Key Messages, Findings and Recommendations (en anglais).

78 ONU Femmes. Paix et sécurité : quelques faits et chiffres, 2013.

79 ONU Femmes. Paix et sécurité : quelques faits et chiffres, 2013.

80 ONU Femmes. Paix et sécurité : quelques faits et chiffres, 2013.

81 ONU Femmes. Paix et sécurité : quelques faits et chiffres, 2013.